

Sur la Côte d'Azur, le monde au chevet des mers

La conférence des Nations unies pour l'océan s'est ouverte à Nice. Responsables politiques, scientifiques et ONG y débattent des moyens de protéger la biodiversité marine. **P. 7**



MARDI 10 JUIN 2025 | N° 24209 | 2,90 € | www.humanite.fr

La flottille de la liberté arraisonnée par Israël

Dans les eaux internationales, lundi 9 juin, l'armée israélienne a détourné le voilier *Madleen*, chargé d'aide humanitaire, qui tentait de briser le blocus illégal de Gaza. **P. 14**

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS L'Humanité

Face au raout de l'extrême droite européenne dans le Loiret, la gauche unie a organisé la riposte antifasciste. **P. 2**





ÉDITORIAL

PAR MARION
D'ALLARD

Un coup d'épée dans l'eau?

Surchauffe, surpêche, surtourisme, surpollution, surexploitation... L'océan souffre, malade de la pression des activités humaines. Le constat, dressé par une communauté scientifique unanime, ne date pas d'hier. Il est au cœur de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan – Unoc 3 –, ouverte ce lundi à Nice et qui rassemble une soixantaine de chefs d'État et de gouvernement, à l'exception notable des États-Unis de Trump. Si d'aucuns y voient une étape cruciale pour un changement de cap indispensable, les ONG environnementales alertent sur le risque d'un énième coup d'épée dans l'eau. Protéger les océans du globe des dangers qui les menacent exige d'en finir avec la litanie des belles intentions déclamées à la tribune d'un sommet international. Passer enfin à l'action nécessite de mettre en œuvre des mesures contraignantes, précises.

Puits de carbone, régulateur du climat mondial, réserve de biodiversité, l'océan et ses grands fonds marins sont notre assurance-vie commune. À l'heure où 80 % du transit mondial de marchandises passent par les mers, que l'Arc-

L'océan et ses grands fonds marins sont notre assurance-vie commune.

tique est soumis aux appétits voraces des climatosceptiques de la Maison-Blanche et du Kremlin, que les grands fonds sont le terrain de jeux des extrémistes et des chaluts de pêche, il est urgent d'agir pour « *remplacer le pillage par la protection* », exhorte le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Dans cette course contre la montre pour préserver les eaux du globe, la France se doit de tenir un rôle de premier ordre. À la tête du deuxième domaine maritime au monde – derrière les États-Unis –, Paris doit assumer ses responsabilités. Adopté par la communauté internationale en décembre 2022, l'accord de Kunming-Montréal fixe l'objectif de 30 % d'aires marines protégées à horizon 2030. La France est loin du compte. Seules 1,6 % de ses eaux sont strictement protégées... dont 80 % dans les terres australes et antarctiques. Emmanuel Macron annonce qu'il n'a pas de leçon d'écologie à recevoir. Les chiffres prouvent que si. ■

Mormant-sur-Vernisson (Loiret), envoyé spécial.

On peut revendiquer haut et fort être le parti de l'ordre, on n'est jamais à l'abri d'un gros cafouillage d'organisation. Ce lundi 9 juin, à l'entrée de la Fête de la victoire, organisée par le Rassemblement national à Mormant-sur-Vernisson (Loiret), le bouchon s'allonge à vue d'œil. La faute au service d'ordre, qui refuse obstinément, avant l'intervention de la gendarmerie, de laisser entrer les journalistes sur le site du meeting, où la fronde est polyglotte. Il faut dire que la presse est venue des quatre coins de l'Europe pour assister au grand raout des extrêmes droites européennes. À une dizaine de kilomètres de Montargis, où la gauche a organisé sa contre-manifestation (lire page 4), tout ce que l'Europe fait de pire se succède à la tribune : Marine Le Pen et Jordan Bardella, respectivement présidente du groupe RN à l'Assemblée et président du parti, Viktor Orban, premier ministre hongrois, Matteo Salvini, vice-président italien du Conseil des ministres, ou encore Santiago Abascal, eurodéputé espagnol Vox.

En février, le gratin de l'internationale brune s'était retrouvé à Madrid. Avec un mot d'ordre pensé pour surfer sur la vague trumpiste : « *Make Europe Great Again.* » Cette fois, le voilà réuni dans le centre de la France pour faire la démonstration de l'unité des réactionnaires de tous pays. Une façon, pour le RN, de reprendre la

main sur le récit médiatique après la défaite aux législatives post-dissolution de l'Assemblée nationale, puis la condamnation à une peine d'inéligibilité à l'encontre de Marine Le Pen. « *Les discours auront une tonalité européenne. La dissolution a fait oublier l'élection de nos députés européens* », glisse un député lépéniste pour aiguiller l'analyse du meeting, au lendemain de l'attentat raciste de Puget-sur-Argens (Var).

L'APPEL À « OCCUPER BRUXELLES »

D'Europe, il a été question en effet, sans que les sailles des uns et des autres ne soulèvent véritablement les foules. Lorsque le Danois Anders Vistisen ouvre le bal, les caméras resserrent leur cadre au maximum pour sauver les apparences devant le faible auditoire. Les différences culturelles, même si chaque intervenant avance qu'elles ne sont pas un frein à « *l'union des patriotes* » européens, provoquent aussi quelques moments de flottement. Comme lorsque la Grecque Afroditi Latinopoulou s'époumone au sujet des « *patriotes* » en lançant un « *Nous sommes partout !* » qui sonne durement aux oreilles françaises connaissant l'histoire de la presse antisémite d'entre-deux-guerres.

Même dissonance lorsque l'austère Viktor Orban lance : « *Sans vous, nous ne pourrons pas occuper Bruxelles !* » Il est bien plus applaudi lorsqu'il compare la politique migratoire européenne à un « *échange de population pour remplacer le socle culturel de l'Europe* », validant avec

L'internationale brune réunie dans le Loiret

EXTRÊME DROITE Le RN a rassemblé ses principaux homologues européens. Le Hongrois Viktor Orban, l'Italien Matteo Salvini, l'Espagnol Santiago Abascal... Tous sont venus soutenir Marine Le Pen dans un meeting pensé comme une démonstration de force.

Matteo Salvini
a brocardé
l'« invasion
de clandestins,
principalement
islamistes ».



BENOÎT TESSIER/REUTERS



BENOÎT TESSIER/REUTERS

REPORTAGE

vigueur les théories fumeuses du « grand remplacement ». Là où le RN se limite officiellement à user de périphrases pour le suggérer dans l'espace médiatique français, au grand dam semble-t-il de ses troupes. « Nous ne les laisserons pas détruire nos villes, violer nos filles et nos femmes, tuer des citoyens pacifiques », a aussi tonné le Hongrois. De même, Matteo Salvini a brocardé l'« invasion de clandestins, principalement islamistes », selon lui « financée et organisée dans le silence de Bruxelles ». Le Tchèque Andrej Babis a quant à lui fustigé, sur un mode complotiste, « l'État profond » que dirigerait selon lui à l'échelle de l'UE la « bureaucratie européenne, (les) médias traditionnels (et les) activistes progressistes ».

LE « WOKISME » VILIPENDÉ

Cette mise en scène a aussi, et surtout, pour but de remettre en selle Marine Le Pen. C'est un premier tour de chauffe en vue de 2027, scrutin auquel, pour l'heure, elle ne peut participer en raison de sa condamnation. Le

Pour Santiago Abascal, cela ne fait aucun doute : « Marine Le Pen sera présidente de la France. »

Flamand Tom Van Grieken, en français, annonce ainsi qu'il demandera l'« asile politique quand Jordan Bardella sera premier ministre et Marine Le Pen présidente », devant un public hilare. Matteo Salvini, ose, lui, pour faire la démonstration de la progression des idées du groupe européen Patriotes dans le monde : « Nous l'avons vu avec Donald Trump, Bolsonaro au Brésil, avec Marine Le Pen ici », faisant mine d'oublier que les deux premiers sont ou ont été présidents respectifs de leur pays, là où l'ex-présidente du RN a échoué à trois reprises.

Pour l'Espagnol Santiago Abascal, cela ne fait d'ailleurs aucun doute : « Marine Le Pen sera présidente de la France. » Tom Van Grieken jure qu'elle « fait trembler le système » et que « si la France se lève, l'Europe suivra ». Elle est d'ailleurs accueillie triomphalement par une foule bien plus nombreuse qu'au début du meeting, après s'être vu dérouler le tapis rouge par ses alliés européens. Elle a attaqué l'Europe, qualifiée « d'empire marchand, wokiste, ultralibéral » et accusée de « mettre son énergie

à Mormant-sur-Vernisson, ce lundi, Viktor Orbán, Marine Le Pen et les militants RN. Au même moment s'est déroulée, à Montargis, une contre-manifestation.

dans un projet de guerre programmée ». Marine Le Pen a voulu faire le match avec le président de la République française : « Qui peut croire sérieusement que la France d'Emmanuel Macron pourrait mener une guerre d'ampleur quand il est déjà incapable de gérer le chaos qui règne les soirs de match à 200 mètres de l'Élysée ? », en référence aux débordements qui ont suivi la victoire du PSG en finale de Ligue des champions. Son potentiel remplaçant dans la course à l'Élysée, un an jour pour jour après avoir recueilli 31,4 % des suffrages aux européennes, a aussi ciblé Bruno Retailleau, ministre de l'Intérieur tenu pour responsable du fiasco. Mais Jordan Bardella a aussi fait montre de loyauté envers la patronne tout en déroulant un discours balisé contre les « technocrates européens » : « Si on les laisse faire, il ne restera plus d'élections libres mais des scrutins annulables. »

Rien d'autre. Ni sur la cornérisation du groupe Patriotes à l'échelle européenne, où il ne peut rien jouer d'autre que le rôle d'opposant bruyant. Ni sur l'attentat de Puget-sur-Argens, dont l'auteur, pour justifier le meurtre raciste, a écrit : « Votez bien la prochaine fois. » ■

BRUNO RIETH

La gauche unie contre les fascistes d'Europe

Syndicats, associations et élus se sont rassemblés à Montargis, le 9 juin, en signe de résistance à l'extrême droite. Ils étaient près de 4 000 à faire entendre les voix du monde rural.

Montargis (Loiret), envoyée spéciale.

Dans le flot des drapeaux, elle porte fièrement la banderole de son parti. « Je viens de l'ouest du département, à plus de 100 kilomètres mais aujourd'hui ma place est ici », sourit Agnès Hardouin, syndicaliste CGT et militante du Parti communiste depuis plus de cinquante ans. Avec elle, près de 4 000 manifestants ont convergé, ce 9 juin, vers Montargis, dans le Loiret, pour porter les voix de la gauche contre le rassemblement des partis d'extrême droite européens, les Patriotes pour l'Europe, à Mormant-sur-Vernisson, à quelques kilomètres de là (lire page 2).

À 10 h 30, le cortège s'est élancé à travers les rues étroites de la Venise du Gâtinais, rythmé par les percussions et les « Siamo tutti antifascisti ». « Le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève », entonnent les marcheurs.

Face aux retrouvailles de l'internationale fasciste européenne, députés, sénateurs et eurodéputés ont rejoint les forces syndicales et associatives dans la contre-attaque : « Depuis les dernières élections législatives, c'est le premier grand ras-

« Aujourd'hui, Marine Le Pen fait le choix de se placer sous la tutelle de monsieur Orbán. »

IAN BROSSAT, SÉNATEUR PCF DE PARIS

semblement convoqué par la société civile, les organisations syndicales en tête. Il fallait répondre présent », affirme Pouria Amirshahi, député de Paris, apparenté aux Écologistes. « Il est important de montrer que nous ne sommes pas condamnés à subir l'extrême droite raciste, xénophobe, homophobe », ajoute l'eurodéputée insoumise Manon Aubry.

Du côté des syndicats, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, s'est voulue rassurante, mais pragmatique : « Il n'y a

pas de fatalité. Il y a un an en France, les organisations syndicales et la société civile ont barré la route à l'extrême droite. Nous sommes ici pour dire que notre détermination est intacte et que nous serons toujours là. Mais nous envoyons aussi un message : l'extrême droite prospère sur le déclassement du travail, le déclassement de nos industries, de nos services publics. Pour la combattre, il faut des perspectives sociales rassembleuses. Il faut des forces politiques qui affrontent le capital et qui permettent de renouer avec le progrès social et sociétal. » À ses côtés, son homologue espagnol Pepe Alvarez, de l'Union générale des travailleurs, a fait le déplacement depuis Madrid.

REPORTAGE

En réponse à la démonstration de force voulue par les dirigeants fascistes dans ce territoire enclavé, élus et militants ont insisté sur la nécessité de faire entendre les voix de la gauche rurale. « Les territoires ruraux sont stigmatisés. Je salue les forces vives du Loiret qui ont organisé cette mobilisation », s'incline Pouria Amirshahi. « Nous voulons montrer que la gauche est présente et qu'elle se soucie de la ruralité », abonde Hélène Menou, cosecrétaire des Écologistes du Loir-et-Cher, inquiète de la volonté du milliardaire ultraconservateur Pierre-Édouard Stépin d'ouvrir en Sologne une école de « lutte idéologique » réservée aux garçons. Un

projet contre lequel les organisations de la région se sont déjà mobilisées.

De son côté, le sénateur PCF de Paris Ian Brossat voit dans la mobilisation de « toute l'internationale réactionnaire dans ce département » un « grand moment de vérité » : « Nous voyons bien qui sont les alliés du Rassemblement national. Dis-moi qui te soutien, je te dirai qui tu es. Aujourd'hui, Marine Le Pen fait le choix de se placer sous la tutelle de monsieur Orbán, qui mène en Hongrie une politique très agressive contre les droits des travailleurs et contre les droits des femmes par exemple. Voilà à qui nous avons affaire. »

INTRUSION MACRONISTE

Au milieu du cortège, quelques jeunes macronistes qui passeraient presque inaperçus, si l'on ne s'attardait pas sur leur tee-shirt floqué du slogan de la campagne européenne de 2024, « Besoin d'Europe ». « Nous manifestons car la vision de l'Europe que porte le RN n'est pas la nôtre. Nous souhaitons rappeler, au-delà des clivages, que nous n'allons pas abandonner nos campagnes. Il ne faudrait pas que notre présence surprenne. La gauche est accueillante », s'amuse Louis Roquebert, vice-président des Jeunes avec Macron. Son grand sourire ne suffit pas à faire taire les récriminations des militants de gauche autour de lui : « Alors, Bruno Retailleau vous rejoindra bientôt ? », « Sérieux les gars, c'est pas trop l'endroit ! » Heureusement, cette intrusion n'était qu'une aiguille dans une grande botte de foin joyeusement solidaire à quelques encabluures du raout des fascistes européens. ■

EMMA MEULENYSER



La manifestation contre l'internationale réactionnaire, le 9 juin, à Montargis. JULIEN JAULIN/HANSLUCAS POUR L'HUMANITÉ

Envoyé spécial.

ci, les vents mauvais, on connaît. On sait y faire face, aussi. À Montargis (Loiret), sur les terres de Jean et Jacques Vessière, figures locales de la Résistance dont la mémoire a été saluée par le cortège de manifestants, lundi, on se tient droit, toujours. Surtout lorsque l'extrême droite menace et se rêve conquérante. Car depuis 2022 et l'élection de Thomas Ménagé comme député, première victoire frontiste dans la quatrième circonscription du Loiret, puis sa réélection en 2024, le RN se prend à rêver. Et si la Venise du Gâtinais, sous-préfecture de 15 000 habitants, tombait dans son escarcelle ? « Marine Le Pen et Jordan Bardella veulent faire de nous leurs rats de laboratoire, déplore Bruno Nottin, conseiller municipale et d'agglomération PCF et ex-candidat du Nouveau Front populaire (NFP) aux législatives. C'est oublier l'identité de cette ville. Ouvrière, multiculturelle... Chez nous, l'antiracisme et l'antifascisme, ça veut dire quelque chose ! »

L'excès de confiance de l'extrême droite s'explique. Entre les élections législatives de 2022 et 2024, au premier tour, son candidat a fait mieux que doubler le nombre de ses voix dans la ville. « Ses plus fortes progressions s'observent dans les bureaux les plus bourgeois, relève le communiste. Si la droite a toujours été dure ici, parfois à la limite du poujadisme, son électoralat s'est brutalement radicalisé. » Dans le centre-ville, les sympathisants de droite pointent pour leur part le souvenir des émeutes de l'été 2023, deux jours après la mort de Nahel, tué par un policier à Nanterre (Hauts-de-Seine), avec près d'une centaine de commerces vandalisés dans la ville. « C'est surtout la succession ratée de Jean-Pierre Door, député LR depuis 2002, qui a tenté d'imposer un parachuté pour prendre sa suite contre l'avis de sa base, qui a participé à accélérer le processus de conversion », note cependant Bruno Nottin.

CHÔMAGE ET PAUVRETÉ

Au-delà des cercles de la droite classique, le RN profite comme à son habitude de la désespérance pour étendre son emprise. Touchée par un fort taux de chômage (10,2 %), Montargis est la ville la plus pauvre du Loiret : 33 % de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté, soit le double de la moyenne nationale. Un taux qui dépasse les 50 % dans certains quartiers, comme celui de la Chaussée, classé



Le communiste Bruno Nottin, conseiller municipal et d'agglomération de Montargis, lors de la contre-manifestation du 9 juin.
JULIEN JAULIN / HANS LUCAS POUR L'HUMANITÉ

Montargis, une ville au cœur de l'affrontement

Le Rassemblement national espère conquérir cette municipalité, percutée par la désindustrialisation, et également convoitée par les communistes.

prioritaire. « Le Montargois a longtemps été un bassin industriel prospère jusqu'à son démantèlement progressif », regrette Céline Hébert, secrétaire de l'union locale CGT. Un déclin entamé à l'aube des années 1970 et qui se poursuit aujourd'hui avec les annonces régulières de suppressions de postes.

En particulier chez Hutchinson, filiale du groupe Total spécialisée dans la fabrique de pièces pour l'industrie automobile et aéronautique, qui a supprimé près de 350 emplois en seulement cinq ans, dont 123 ces douze derniers mois. Ou chez

REPORTAGE

Sanofi, géant pharmaceutique, qui vient de céder son usine d'Amilly, à 6 kilomètres de Montargis. « Il n'y a aucune volonté de la ville ou de l'agglomération de développer les atouts économiques du territoire, s'insurge la syndicaliste, également conseillère municipale d'opposition. Quand nous n'avons aucun horizon à proposer, le repli guette. » Un phénomène qui a déjà largement gagné les communes rurales alentour, où le vote RN atteint des sommets, atout principal de Thomas Ménagé lors de ses deux campagnes victorieuses. « On se sent de plus

en plus seul à gauche, souffle Jérôme Corjon, secrétaire de section socialiste de Montargis. Je suis né ici et je vois de plus en plus d'amis d'enfance me dire qu'ils votent RN. Certains sont pourtant issus de l'immigration. Ils me demandent : « Tu reconnaiss notre coin ? Avant il y avait des commerces, un médecin, une pharmacie, et du boulot. » Quand s'ajoutent à cela les fantasmes sur l'insécurité ou l'immigration gonflés par la télé... »

La gauche peut-elle espérer malgré tout contrecarrer les plans du RN et prendre elle-même la ville au maire LR Benoît Digeon ? « Ce qui fera la différence, c'est la capacité de la gauche à se rassembler », assure Bruno Nottin, arrivé en tête à Montargis au deuxième tour des législatives face à Thomas Ménagé, vainqueur dans la circonscription. Franck Demaumont, maire PCF de Châlette-sur-Loing, à quelques kilomètres de là, abonde : « Un tel foyer de luttes enrichi par l'immigration tout au long de son histoire ouvrière ne peut s'abandonner au RN. » ■

ANTHONY CORTES

Les informés
de Jean-Rémi Baudot et Aurélie Herbemont
du lundi au vendredi à 20h
1h de décryptage et d'analyse de l'actualité



chaque mardi avec

l'Humanité

franceinfo:
radio . web . tv canal 27

(Publicité)

«Le mal ne peut rien créer de nouveau,
il ne peut que corrompre.» J.R.R. Tolkien

L'HOMME DU JOUR



CLEMENT MAHOUDEAU/FP

Carlos Alcaraz

La remontada est décidément un art espagnol. Sur la terre battue de Roland-Garros, le numéro 2 mondial, Carlos Alcaraz, est venu à bout du numéro 1 Jannik Sinner au terme de la plus longue finale de l'histoire du tournoi français (4-6, 6-7, 6-4, 7-6, 7-6). Après plus de cinq heures de match et trois balles de match sauvées par Alcaraz, quand toutes et tous pensaient que la partie était terminée, l'Espagnol remporte son deuxième sacre à la porte d'Auteuil. «Je n'ai jamais douté de moi aujourd'hui, s'est-il félicité. J'ai essayé de me battre. C'est pour cela que j'ai réussi à sortir mon meilleur tennis aux moments cruciaux et à le jouer dans ces situations difficiles.» Alors que ni l'un ni l'autre n'avait encore perdu de finale de Grand Chelem, ce duel au sommet a tenu toutes ses promesses, pour le plus grand bonheur des fans français. ■

Ax. N.

ERRATUM

Une phrase a malencontreusement disparu dans la retranscription de l'entretien que nous a accordé le cinéaste Avi Mograbi dans *l'Humanité* du 6 juin, lui faisant dire que les citoyens palestiniens d'Israël n'avaient pas le droit de vote. Ce qui est inexact. Voici donc ce qu'il aurait fallu lire : «L'instauration de la loi martiale a permis qu'Israël traite les Palestiniens, pourtant citoyens israéliens, comme une menace. Aujourd'hui, les Palestiniens qui vivent en Israël sont des citoyens israéliens. Ils sont soi-disant les égaux des Israéliens. Nous ne discuterons pas du fait qu'ils ne sont pas exactement égaux en ce moment. Mais les 5 millions de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sont totalement dépourvus de droits. Ils vivent sous occupation militaire, sous une dictature militaire.» Toutes nos excuses à Avi Mograbi et aux lecteurs du journal.

L'œil de Babouse



LA BONNE NOUVELLE Les secrets enfouis de l'Antarctique

Le continent de glace a conservé l'histoire. Des chercheurs ont étudié l'évolution des monts Transantarctiques, une chaîne qui s'étend sur 3 500 kilomètres et vieille de plusieurs millions d'années. Situées entre deux plaques tectoniques, ces montagnes - dont le pic culmine à plus de 4 500 mètres d'altitude - ont été soumises à plusieurs cycles d'édification et d'érosion, et sont utiles pour authentifier une période glaciaire exceptionnelle qui a eu lieu il y a quelque 300 millions d'années. «Ce que nous avons découvert remet

en question notre vision de l'évolution du continent», affirme le géologue Timothy Paulsen, coauteur de l'étude, au site Interesting Engineering. Mais ces découvertes pourraient également influencer la recherche mondiale, puisque les liens entre les plaques tectoniques et les changements climatiques permettent de mieux appréhender l'évolution des calottes glaciaires, ainsi que leur impact sur les océans du globe. ■

AXEL NODINOT

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Manga Pluto, Monster, 20th Century Boys, Asadora... Ces mangas ont remporté de multiples prix au Japon, aux États-Unis, en France et ont été vendus à une centaine de millions d'exemplaires depuis quarante ans. Leur auteur, Naoki Urasawa, était ce week-end à Amiens pour son Rendez-vous de la BD, un festival qui lui consacre deux expositions.

Ukraine Toile d'araignée, Kertch, Kiev, Dnipropetrovsk... Depuis le début du mois de juin, les opérations ukrainiennes et russes se multiplient. Si un troisième round de pourparlers doit se tenir à Istanbul dans les prochains jours, les deux protagonistes privilégient le terrain pour aboutir à leurs objectifs, notamment Moscou.



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

BRUNO JARREAU

Dans le texte

Un cybercriminel escroc, des trafiquants de cocaïne... Et quatre juges de la Cour pénale internationale figurent sur la liste des personnes sanctionnées établie par le Trésor américain. Les magistrats se voient interdire l'entrée aux États-Unis en plus du gel de leurs éventuels avoirs dans le pays. Il est reproché à la Slovène Beti Hohler et la Béninoise Reine Alapini-Gansou d'avoir émis des mandats d'arrêt contre Benyamin Netanyahu et son ex-ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour crimes de guerre et contre l'humanité à Gaza. À la Péruvienne Luz del Carmen Ibanez Carranza et à l'Ougandaise Solomy Balungi Bossa d'avoir autorisé, en 2000, une enquête sur les crimes présumés des forces américaines en Afghanistan. Pour le Trésor, ces sanctions « reflètent la gravité de la menace à laquelle nous sommes confrontés en raison de la politisation et des abus de pouvoir de la CPI (Cour pénale internationale) ». Du Trump dans le texte qui en a instauré le principe par décret en février, juste au moment de la visite à Washington de Netanyahu. ■

La Poste ne vous a pas livré *l'Humanité* ?

appelez le

3631

La Poste assume la mission de service public de la distribution des journaux afin de garantir le pluralisme par l'égal accès à l'information. Cette mission est mise à mal par de fréquents retards. Avec la Société des lectrices et des lecteurs de *l'Humanité* (S2LH), nous vous invitons à signaler tout problème d'acheminement de *l'Humanité* au 3631 (service gratuit + prix d'un appel), le numéro mis à disposition des usagers par La Poste, et à en informer la S2LH à : lectriceslecteurs@humanite.fr



Un océan d'espoir et de déception



Emmanuel Macron, lors de l'ouverture du sommet, le 9 juin. 130 délégations et 40 organisations internationales vont débattre, à Nice, pendant cinq jours. MOHAMAD SALAHIDIN ABDELGALSAYE / ANADOLU / AFP

ENVIRONNEMENT

La conférence des Nations unies sur l'océan a démarré le 9 juin, à Nice. Si le traité sur la haute mer devrait être mis en œuvre d'ici à la fin de l'année, d'autres mesures ont déçu les ONG.

Nice (Alpes-Maritimes), envoyée spéciale.

« **S**ans un océan en bonne santé, il ne peut y avoir de planète en bonne santé », a rappelé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors de l'ouverture de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc), à Nice (Alpes-Maritimes), le 9 juin. Il a exhorté « tous les pays à prendre des engagements ambitieux » pendant les cinq jours du sommet. Quelque 130 délégations de pays membres et plus de 40 organisations internationales doivent y débattre des enjeux liés à l'océan et adopter un plan d'action négocié en amont aux Nations unies. Avec un grand absent : les États-Unis. Premier domaine maritime mondial, seuls deux représentants de la Maison-Blanche devaient être envoyés en tant qu'observateurs.

« Les grands fonds ne peuvent pas devenir un Far West », a martelé Antonio Guterres.

Ce sommet acte une avancée notable : le traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine (BBNJ) devrait être mis en œuvre, après vingt ans de négociations. « À la cinquantaine de ratifications déjà déposées ici même ces dernières heures, 15 pays se sont formellement engagés à les rejoindre, ce qui fait que l'accord politique est obtenu », s'est réjoui le président lors de la cérémonie d'ouverture du sommet. C'est notamment le cas du Brésil, comme l'a annoncé le président Luiz Inacio Lula da Silva, en visite d'État en France et présent pour cette session inaugurale, qui « s'est engagé à ratifier le traité sur la haute mer cette année afin de garantir une gestion transparente et partagée de la biodiversité au-delà des frontières nationales ». Le pays doit accueillir en novembre, à Belém, la COP30 sur le climat.

Le traité BBNJ, pour l'instant ratifié officiellement par 31 pays, doit atteindre les 60 ratifications pour être mis en œuvre et permettre la réglementation hors des zones économiques exclusives (ZEE), soit 64 % de l'océan, qui représentent la moitié de la planète. La France s'était engagée dans un ballet diplomatique pour faire du sommet, qu'elle coorganise avec le Costa Rica, un succès en la matière.

Certains États devraient également annoncer des mesures concernant les aires marines protégées (AMP) et « augmenter le niveau de protection des eaux mondiales de 25 % (pour atteindre 10 % d'AMP contre 8 % aujourd'hui - NDLR) », a annoncé Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la Transition écologique. Une étape vers l'objectif de 30 % d'aires protégées d'ici à 2030, fixé par l'accord de Kunming-Montréal sur la biodiversité adopté en 2022.

UN PLAN CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE

Le Royaume-Uni a ainsi déclaré son intention d'interdire le chalutage de fond dans la moitié des aires marines protégées anglaises. Le président Lula a également affirmé un engagement accru : « Nous augmenterons de 26 % à 30 % la couverture de nos zones marines protégées. » L'espace maritime du Brésil couvre 5,7 millions de kilomètres carrés. Le président brésilien a également annoncé des programmes pour la préservation des mangroves et des récifs coralliens, ainsi qu'une stratégie de lutte contre la pollution plastique. Ce dernier enjeu est dans tous les esprits, à quelques semaines des négociations sur le traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique, en août. Tout comme l'exploitation minière des grands fonds, que Donald Trump entend relancer. Une coalition d'une trentaine de pays, dont la France, demande

au contraire un moratoire. « Les grands fonds ne peuvent pas devenir un Far West », a martelé Antonio Guterres lors de la session d'ouverture du sommet.

Et la France n'est, en apparence, pas en reste. Deux jours avant le sommet, Emmanuel Macron a déclaré vouloir « limiter l'activité » des chaluts de fond ■■■

■■■ dans certaines zones des AMP. Depuis, une stratégie dédiée à la protection des fonds marins en France hexagonale a été lancée. D'ici à fin 2026, 4 % des eaux hexagonales devraient se retrouver en protection « forte », contre 0,1 % aujourd'hui. « Toutes les activités humaines (pêche professionnelle, plaisance, transport maritime, extraction minière – NDLR) ayant un impact sensible sur les fonds marins, y compris le chalutage de fond, y seront interdites », a précisé Agnès Pannier-Runacher. Les zones, a-t-elle détaillé, ont été déterminées par « consensus » avec des scientifiques et des pêcheurs. Des interdictions qui pourront cependant n'être que temporaires, ou limitées à certaines activités. Une réaffirmation de la protection « forte » et non « stricte » – pour laquelle la France se targue d'une application de la directive européenne habitats.

Mais ces déclarations ont suscité l'indignation de certaines ONG luttant contre le chalutage de fond, une méthode de pêche industrielle et destructrice dont les filets raclent tout sur leur passage et capturent des espèces qui ne sont pas consommées. L'ONG Bloom a analysé les cartes de ces zones fournies par le gouvernement. « Les 4 % de nouvelles aires marines supposées être "fortement" protégées d'ici à fin 2026 et dans lesquelles le chalutage de fond serait interdit se trouvent... dans des zones dans lesquelles le chalutage de fond est déjà interdit ! » fustige l'association dans un communiqué, dénonçant une « escroquerie » qui « relève à la fois de la malhonnêteté et de l'arrogance ». Swann Bommier, directeur du plaidoyer de l'association, s'est indigné d'une annonce « honteuse » qui « prouve que le président n'a jamais eu l'intention de faire autre chose (de l'Unoc) qu'une gigantesque "opération de com" ».

De son côté, l'ONG Oceana « salue la reconnaissance par la France de la nécessité de s'attaquer à ce problème », mais reste « critique » de ces mesures. Alexandra Cousteau, conseillère auprès de l'association, a vivement déploré « une occasion manquée de garantir des océans résilients et abondants ».

L'opportunité du sommet mobilise les ONG. « Il est important que le sujet soit mis à l'agenda géopolitique. C'est le temps d'agir. L'océan est un bien commun de l'humanité », déclarait Nathalie van ben Broeck, présidente de l'association Surfrider, lors d'un « grand bain universel » organisé par l'ONG samedi sur une plage niçoise. Avec la conscience que l'urgence à protéger l'océan ne sera prise en compte par les décideurs que sous la pression de la société civile. ■

JESSICA STEPHAN

Ces dernières années, un certain nombre de médecins ont été sanctionnés par les juridictions disciplinaires de l'ordre des médecins pour ce qu'il a considéré comme des « certificats de complaisance ». Un exemple récent concerne une prolongation d'arrêt de travail sur lequel les éléments médicaux contenaient le terme « burn-out ». L'ordre a motivé sa décision en stipulant que le médecin n'avait pas pris contact avec le service de médecine du travail du patient pour objectiver le lien avec les conditions de travail, ce qui ne l'autorisait pas à établir cette prolongation d'arrêt de travail et il a été sanctionné d'un « avertissement ». Le médecin a contesté cette décision prise en 2020 et a heureusement obtenu son annulation par le Conseil d'État en 2024. Cette affaire interroge sur le rôle de l'ordre des médecins. Les plaintes sont à l'initiative des employeurs qui utilisent cette particularité de la profession avec un ordre qui possède ses propres chambres disciplinaires en parallèle du système judiciaire dont relève tout citoyen. Ces procédures visent à remettre en cause l'indépendance professionnelle des médecins. Elles touchent aussi les

À Nice, les habitants redécouvrent la mer

La Baleine, un espace d'information, a ouvert ses portes en parallèle de la conférence des Nations unies sur l'océan. De leur côté, les ONG ont multiplié les actions de sensibilisation.

Envoyée spéciale.

Les flancs de la Baleine, l'espace réservé à la société civile et au public, se remplissent peu à peu. Vendredi 6 juin, à quelques jours de l'ouverture officielle de la conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc), ce sont surtout des familles avec des enfants en bas âge ou des retraités qui arpencent les allées du palais des Expositions.

Devant des photographies de la Ligue de protection des oiseaux, Jocelyne, 74 ans, se désole : « C'est triste, toutes ces cochonneries qu'ils ont dans l'estomac. » Et la Niçoise de fustiger les nombreux touristes « qui ne respectent pas la nature ». Robin et Marjorie, venus avec leur fils de 3 ans, sont déjà très sensibilisés à la cause des océans. Au point de regretter le peu d'informations sur le pavillon dédié aux territoires ultramarins. « Les Antilles ne sont pas assez représentées alors qu'il y a un gros problème avec les algues sargasses », pointe Robin, qui est originaire de cette île française. « On a aussi le réchauffement des eaux, les coraux qui blanchissent, les poissons qui sont de plus en plus loin.

REPORTAGE

Et la pollution au chlordécone. On n'a pas le droit de pêcher des langoustes, qui sont contaminées, poursuit-il, curieux de savoir si ces sujets seront abordés à l'Unoc.

INSTALLATIONS IMMERSIVES

Opération séduction sur les pavillons des pays organisateurs, la France et le Costa Rica, ou de partenaires du sommet, comme le transporteur maritime CMA CGM : de belles images colorées des fonds marins défilent dans une mise en scène légère au service d'une communication bien orchestrée. Qui semble porter auprès de Nicolas, 27 ans. Pour ce Niçois venu en famille après avoir vu une publicité en ville, « la situation des océans est grave, mais la France est bien placée. Il y a toujours mieux à faire, bien sûr, mais on est des exemples par rapport à d'autres pays ».

« On a une sorte de demi-espoir de voir enfin quelque chose pour les océans. »

MARIE, LABORATOIRE D'Océanographie de Villefranche

Séduites par les installations immersives plongeant les visiteurs à la rencontre des créatures des abysses, Marie, 26 ans, et Albane, 24 ans, qui travaillent au Laboratoire d'océanographie de Villefranche, ne semblent pas se faire trop d'illusions quant à l'Unoc : « On a une sorte de demi-espoir de voir enfin quelque chose pour les océans, mais ce n'est pas assez », déplore Marie.

Peu présentes au sein de la Baleine, les ONG les plus engagées dans la protection des océans ont choisi d'autres formes pour sensibiliser le public. L'association Surfrider dans les Alpes-Maritimes organisait samedi 7 juin un « grand bain universel » à la plage du Blue Beach, à Nice. Après avoir formé un SOS sur la plage, les militants se sont immergés pour former le O de l'océan. Le même jour, un millier de personnes ont défilé pour une « marche bleue » le long de la promenade des Anglais, à l'appel de la plateforme européenne Seas at Risk. Sur les pancartes, certains dénonçaient le « bluewashing » du partenaire du sommet CMA CGM. Et le navire de Greenpeace l'Arctic Sunrise se dirige vers Nice pour protester contre l'exploitation minière en eaux profondes. ■ J.S.

LA CHRONIQUE SANTÉ DE CHRISTOPHE PRUDHOMME



une collusion entre le patronat et l'ordre qui ne peut qu'interroger sur les motivations de sa création et sur les missions qui lui ont été confiées. En effet, si la représentation d'une profession par un syndicat est légitime, quel est l'intérêt pour l'État de mettre en place ce type de structure ? On peut penser qu'il s'agit de pouvoir disposer d'un relais permettant d'exercer un contrôle politique, tout en se défaussant de ses responsabilités dans le contrôle de la relation de la profession avec les patients. Ce d'autant qu'un très grand nombre de médecins exerçant des responsabilités au sein de leur profession sont souvent aussi des élus politiques, ce qui se traduit par une défense corporatiste de la profession en toutes circonstances et quelles que soient les attaques.

Plusieurs affaires concernant cette institution ont défrayé la chronique au fil des années. La plus récente est son incarne coupable dans l'affaire Le Scouarnec. Aujourd'hui, encore plus qu'hier, il faut s'interroger sur la légitimité de conserver ce système de représentation dont la suppression a été incluse dans plusieurs programmes politiques sans jamais être mise en œuvre. ■

L'Ordre au service des employeurs

médecins du travail en ce qui concerne les avis d'inaptitude qu'ils prononcent.

Cette situation pose deux questions. Si le système actuel permet de porter plainte contre un médecin au niveau de l'ordre, comment se fait-il que les médecins soient très souvent condamnés par cette instance qui est censée les protéger lors de leur exercice ? Il est possible d'évoquer



GRÈVE À UFC-QUE CHOISIR

Les salariés de l'UFC-Que choisir sont en grève, ce mardi, et appellent à la mobilisation devant le tribunal de Paris pour soutenir les élus du CSE assignés devant la justice par la direction, opposée à la tenue d'une expertise sur les conditions de travail.

STELLANTIS RÉGALE

Le futur directeur général de Stellantis, Antonio Filosa, pourrait toucher un salaire fixe de 1,6 million d'euros, mais une rémunération s'élevant à 20,2 millions annuels en 2028 s'il atteint tous les objectifs fixés, selon l'AFP. Ce qui ferait de lui le patron du CAC 40 le mieux payé.

POMPIERS BON ŒIL

La CGT des pompiers de la Marne a suspendu la grève lancée le 3 avril et reconduite depuis, après avoir obtenu le dégel de six postes à l'approche de l'été. Décomptant 24 postes en souffrance, elle promet néanmoins de continuer des « actions ponctuelles et locales ».

Le Conseil d'orientation des retraites caporalisé par son président

RÉFORME Pour la première fois, un prérapport du COR prend parti pour un nouveau recul régulier de l'âge légal de départ jusqu'à 66,5 ans en 2070. Les syndicats dénoncent un dévoiement du rôle de cette instance de concertation.



Le président du COR, Gilbert Cette, architecte du programme économique du candidat Macron en 2017, ultralibéral assumé, ici lors d'un colloque à l'Assemblée nationale, en 2024. AMAURY CORNU/HANS LUCAS

Dans un Hexagone très majoritairement opposé à la dernière réforme des retraites (73 % pour son abrogation selon le dernier sondage en date sur le sujet réalisé par l'Ifop en mai 2025), les députés ont adopté le 5 juin une résolution présentée par le groupe GDR demandant l'abrogation du recul de l'âge légal de départ à 64 ans ainsi que celle des 43 annuités cotisées nécessaires pour acquérir une pension à « taux plein ».

C'est dans cette ambiance fortement contestataire aux tours de vis assénés au régime général qu'a commencé à fuiter vendredi 6 juin le prérapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) consacré aux « évolutions et perspectives des retraites en France ». Avec une préconisation forte : un

nouveau recul de l'âge légal ouvrant droit à pension. « Pour équilibrer structurellement le système de retraite chaque année jusqu'en 2070 via le seul levier de l'âge de départ à la retraite, il serait nécessaire de porter cet âge à 64,3 ans en 2030, 65,9 ans en 2045 et 66,5 ans en 2070 », consigne cette version de travail que *l'Humanité* a pu consulter.

D'autres solutions sont pourtant bien listées pour ramener à l'équilibre un système de retraite (régime universel

et régimes complémentaires) actuellement faiblement déficitaire (- 1,7 milliard d'euros sur 405 milliards de dépenses, ou - 0,1 % du PIB) que le COR voit se creuser à - 0,2 point de PIB en 2030 (soit 6,6 milliards d'euros courants), puis à - 1,4 point de PIB en 2070. Et le projet de rapport souligne bien que le problème ne réside pas dans l'accélération des dépenses (quasi stables autour de 14 % du PIB jusqu'en 2070), mais dans « les ressources ■■■



10 juin Grève et mobilisations dans tous les établissements scolaires d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) en faveur de leur intégration au Réseau d'éducation prioritaire.

10 juin Assises CGT du spatial à partir de 9 heures, à la bourse du travail, place Saint-Sernin, à Toulouse (Haute-Garonne).
12 juin Rassemblement devant le tribunal de Paris, à 11 h 30,

en soutien aux cinq postiers syndicalistes de Sud 92 poursuivis en justice pour être entrés dans le siège de La Poste lors d'une grève en 2014, faits pour lesquels ils risquent 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende.

12 juin Attac, Oxfam France et 350.org se mobilisent devant le Sénat, alors que la proposition d'un impôt plancher sur la fortune des ultrariches sera soumise au vote, après son adoption en février à l'Assemblée.

■■■ (qui) diminuent plus encore» (13,9 % du PIB en 2024, 12,8 % en 2070), à cause de «la baisse des dépenses des régimes de la fonction publique de l'État et des autres régimes spéciaux, dont le poids dans le PIB se réduit».

Pour résoudre ce sous-financement, le COR envisage quatre parades : la stagnation des pensions, la hausse des cotisations retraite des salariés comme de celles des employeurs, ou le recul de l'âge de départ. C'est cette dernière qu'il retient, repoussant les autres pour leurs effets «récessifs» sur l'économie.

«PRENDRE PARTI POUR UNE DES OPTIONS POSSIBLES

RISQUE DE FRAGILISER LE CONSEIL»

«Si c'est vraiment ce qu'il y a dans le rapport, ça serait un changement de rôle du COR, objecte sur Bluesky l'économiste spécialiste des retraites Michaël Zemmour. Ce qui fait l'utilité (assez unique du COR), c'est de dresser un constat largement partagé sur la situation, l'univers des possibles, les connaissances et les incertitudes. Prendre parti pour une des options possibles (qui plus est de manière partielle, sans même faire état des problèmes que pose cette option) risque de fragiliser le conseil, un des rares endroits de construction collective (de connaissances et d'expertise) entre partenaires sociaux et État.»

Crainc par les syndicats lors de la désignation fin 2023 du nouveau président de l'instance Gilbert Cette, architecte du programme économique du candidat Macron 2017, ultra-libéral assumé et réfractaire à tout coup de pouce au salaire minimum lorsqu'il était à la tête des experts sur le Smic, le processus de caporalisation du Conseil d'orientation des retraites semble bien lancé.

«L'instrumentalisation du COR par Gilbert Cette est très problématique, relève Denis Gravouil, membre du bureau fédéral de la CGT. Jusqu'en 2023, le rapport donnait toutes les solutions différentes. Cette fois-ci, le problème du désengagement de l'État du financement du système des retraites est balayé d'un revers de main. De même que l'augmentation des cotisations, alors que le dogme de son effet récessif n'a jamais été prouvé. Et surtout, on n'examine pas nos solutions. Agir contre les inégalités femmes-hommes en diminuant les temps partiels subis apporterait 6 milliards de nouvelles cotisations. Revenir aux 60 ans

«Le problème du désengagement de l'État du financement des retraites est balayé d'un revers de main.»

DENIS GRAVOUIL, CGT

permettrait aux jeunes de ne plus subir sept à huit ans de contrats courts ou précaires avant leur premier CDI, donc augmenterait les cotisations...»

À la CFDT, engagée dans le «conclave» sur les retraites jusqu'au 17 juin, on dénonce un court-circuitage. «Le COR n'existe qu'à travers les avis de son conseil, il se réunit jeudi. Donc il n'y a aucune orientation sur les retraites qui existe pour l'heure au niveau du COR... sauf à vouloir électriser ou biaiser les travaux du conclave en cours. Ce qui est inadmissible», a dénoncé à l'AFP Yvan Ricordeau, secrétaire général adjoint de la CFDT.

Entre un Gilbert Cette droit dans ses bottes, des organisations patronales heureuses de se voir exonérer de tout effort futur et des syndicats mis devant le fait accompli, la réunion des 48 membres du conseil, jeudi 12 juin, s'annonce donc mouvementée. ■

STÉPHANE GUÉRARD



Le site de la future usine de carton d'emballage recyclé à Grand-Couronne (Seine-Maritime). SAMEER AL-DOUMY/AFP

L'État s'engage enfin en faveur de la Chapelle Darblay

INDUSTRIE Après 2 096 jours d'une bataille acharnée, les efforts de trois syndicalistes soutenus par la CGT et les élus locaux paient. Vendredi, Bercy a débloqué les 27 millions d'euros nécessaires à la transformation de cette papeterie en usine à carton recyclé.

Il y eut les 1 336 jours de lutte des Fralib pour reprendre l'usine de thé d'Unilever et la transformer en Scop-Ti. Il y a désormais les 2 096 jours de bataille menée par trois représentants syndicaux pour éviter la fermeture définitive de la Chapelle Darblay et donner une seconde vie industrielle et écologique au site de Grand-Couronne, dans l'agglomération rouennaise (Seine-Maritime).

La CGT a annoncé, le 7 juin, l'engagement donné par l'État d'entrer au capital de la nouvelle société. «Il doit permettre à Fibre Excellence de lever auprès des banques le financement nécessaire au redémarrage de l'usine. Cela va permettre de relancer cet outil avec une production de papier pour emballages, avec une chaudière biomasse, une station d'épuration biologique, et, parallèlement, la remise en état de la voie ferrée et de l'accès à la Seine, et à terme la création de près de 200 emplois», se félicite la confédération.

Après l'annonce de la fermeture de l'usine par son propriétaire UPM en 2019, trois représentants du personnel, qui

croyaient à un nouvel avenir de ce site qui recyclait l'équivalent du tri de vieux papiers et papiers journal de 25 millions d'habitants, ont élaboré un plan d'affaires pour le transformer en usine de production de carton d'emballage recyclé, avec à la clé la création de 185 emplois. Le 10 mai 2022, la métropole Rouen Normandie avait préempté le lieu de 33 hectares, 9,5 millions d'euros, puis l'avait revendu à Veolia, convaincu de la viabilité du projet du groupe canadien Fibre Excellence. Encore fallait-il que l'État joue son rôle.

«NOUS SOMMES EXTRÈMEMENT FIERS ET SOULAGÉS»

Après les hésitations des gouvernements successifs, Fibre Excellence avait laissé jusqu'à fin mai à l'État pour concrétiser enfin son engagement de 27 millions.

Bercy a fini par donner son feu vert vendredi. «L'État s'engage, avec les élus locaux, pour le projet d'usine à Chapelle Darblay, soutenu de longue date par le territoire et les salariés. Les soutiens publics de l'État et de la métropole de Rouen doivent désormais permettre

à Fibre Excellence de lancer le projet», a réagi le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci.

«Nous sommes extrêmement fiers et soulagés. Ça s'est joué à très peu puisque Fibre Excellence devait sortir du projet mardi si l'État n'entrait pas au capital», se félicitait samedi Julien Sénécal, ancien secrétaire CGT du CSE de Chapelle Darblay et l'un des trois à avoir porté le projet. «Il manque désormais un financement privé de 160 millions d'euros mais c'est nettement plus facile à obtenir auprès des banques lorsque l'État est au capital. C'est un événement décisif et la fin d'un combat de plus de six ans», s'est-il réjoui. «Le travail porte ses fruits!» s'est félicité le maire socialiste de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol.

«Il aura fallu trois ans de combat, en multipliant jusqu'au dernier jour les démarches, en interpellant le président de la République en direct à la télévision (par Sophie Binet, le 13 mai - NDLR), pour gagner un soutien financier concret de l'État», souligne la CGT. «Oui, la lutte syndicale paie», conclut le syndicat. ■

S. G.

Depuis 2017, la recette est toujours la même : faire des économies en rognant sur les droits des plus fragiles et surtout ne rien demander aux plus fortunés. La mesure que le gouvernement s'apprête à introduire sous la forme d'un amendement à une proposition de loi sénatoriale visant à « renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires » ne fait pas exception. Si l'ajout figurait bien dans cette proposition de loi examinée par la Haute Assemblée, il rendrait facultative la mise en place d'un centre communal d'action sociale (CCAS), aujourd'hui obligatoire pour les villes de plus de 1500 habitants, conformément à une des propositions faites fin avril dans le cadre du « Roquelaure de la simplification ».

« Nous ne sommes pas du tout favorables à cette mesure. Les CCAS sont en première ligne avec les publics les plus précarisés et isolés. Certains ont aussi créé des Ehpad, des services d'aide ou de repas à domicile », rappelle Delphine Bonjour, responsable de l'accès aux droits et aux revenus au Secours catholique, dont les antennes locales travaillent étroitement avec les CCAS. Héritage de la Révolution française, réactivées avec la décentralisation, ces structures repèrent les personnes vulnérables, évaluent les besoins, aident à l'accès aux droits, notamment en territoires ruraux, où elles combinent la fracture numérique auprès d'une population

Les centres d'action sociale dans le viseur du gouvernement

SOLIDARITÉ Dans le cadre de l'examen d'une proposition de loi sénatoriale visant à renforcer le pouvoir du préfet, l'exécutif tente de faire passer un amendement supprimant l'obligation pour les villes de se doter d'une structure d'aide aux plus fragiles.

âgée et isolée. Elles jouent un rôle de coordinateurs de l'action sociale, indispensable dans les périodes de crise, comme elles l'ont prouvé durant l'épidémie de Covid, en étant au cœur des stratégies d'aide.

Ces centres « soutiennent de manière très concrète des personnes aux conditions de vie précaires, surexposées aux aléas des crises inflationnistes, énergétiques : femmes seules avec enfants, travailleurs pauvres, personnes âgées aux petites retraites, etc. » argumente l'Union nationale des CCAS (UNCCAS), qui, soutenue par de nombreux élus, appelle les 15 000 organismes à se mobiliser ce mardi « pour défendre le

service public social de proximité ». La fédération souligne qu'un Français sur cinq a sollicité son CCAS en 2023 et que leur utilité est renforcée par l'accroissement de la pauvreté, qui touche désormais 14 % des Français, le vieillissement de la population, mais aussi la perspective de la multiplication des crises climatiques.

L'amendement gouvernemental veut aussi modifier le statut des CCAS. Personnalité morale distincte de celle de la commune, dirigés par des conseils d'administration composés pour une moitié d'élus et pour moitié de représentants associatifs, ces organismes pourraient

devenir un service municipal parmi d'autres. Cette indépendance statutaire est pourtant un gage de transparence financière et limite les possibilités d'instrumentalisation politique. « C'est une fausse bonne idée d'empêcher la société civile de participer à la solidarité locale », tempête le sénateur socialiste Patrick Kanner. Autre crainte : « Que la question sociale ne soit plus gérée comme actuellement par des agents qualifiés qui connaissent très bien le terrain et ont l'habitude de leur public », indique Michael Szames, directeur des relations institutionnelles de l'Unccas.

En soutenant la mesure, le ministre de l'Aménagement du territoire François Rebsamen avait aussi vanté « une plus grande liberté de gestion des services publics » pour les maires. Mais dans le climat actuel de stigmatisation des plus fragiles, qu'une partie de la classe politique présente comme des assistés responsables du déficit budgétaire, cette liberté peut s'avérer dangereuse. « Cela donne une opportunité de faire du social à la carte, en fonction de la couleur politique. Et avec les élections municipales qui arrivent, il y a un risque que cela devienne un argument de campagne », alerte Michael Szames. Quant à l'argument d'économies, il paraît assez douteux, les mairies ayant l'obligation de réintégrer en interne les 126 000 agents travaillant dans les CCAS. ■

HÉLÈNE MAY

La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Septembre 2025
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge
LA BASE 217 (91)

l'Humanité

VOUS DONNENT RENDEZ-VOUS

JEUDI 12 JUIN 2025 - 18H00 à 20H30
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS

Prises de parole & diffusion du Bon de Soutien

AVEC

• Fabien GAY

Directeur de l'Humanité et Sénateur de la Seine-Saint-Denis

• Ian BROSSAT

Sénateur de Paris

• Nathalie SIMONNET

Responsable du collectif national de diffusion du bon de soutien



État de Palestine : les tergiversations de Macron

DIPLOMATIE À une semaine de l'ouverture de la conférence de l'ONU, les positions françaises semblent, au mieux, marquer le pas. Les déclarations sont floues. Au risque de faire échouer ce rendez-vous « pour la mise en œuvre de la solution à deux États ».

Les atermoiements de la politique internationale de la France pourraient vider de sa substance la réunion prévue à l'ONU le 17 juin. Cette conférence « pour le règlement pacifique de la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution à deux États », ainsi qu'elle a été baptisée, fait l'objet d'une attention médiatique décuplée, attisant toutes les spéculations : Paris va-t-il, à cette occasion, reconnaître officiellement l'État de Palestine ? En toile de fond de cette problématique, on trouve une entreprise génocidaire qui se poursuit. Pas un seul jour qui ne passe sans l'annonce de la mort de dizaines de Palestiniens, dont de nombreux enfants, à Gaza, couplée à un nettoyage ethnique en Cisjordanie. La flottille de la liberté qui a tenté de briser le blocus, finalement arraisonnée par la marine israélienne (lire page 14), est d'ailleurs symbolique de l'émotion mondiale et de la mobilisation internationale qui ne cesse de monter. Au point d'atteindre même les responsables politiques européens, dont certains n'ont pourtant jamais montré une farouche détermination à défendre les droits des Palestiniens à l'autodétermination. Seulement 12 des 27 États membres de l'Union européenne (dont 4 à l'Ouest) reconnaissent l'État de Palestine.

LE « MOMENT OPPORTUN »

Tout le monde se prépare donc à un geste fort, d'autant plus que la France doit coprésider la conférence avec l'Arabie saoudite. Malheureusement, le scénario pourrait se modifier. Les déclarations des uns et des autres entretiennent le flou. « Notre objectif pour cette conférence va au-delà de la question de la reconnaissance, a déclaré le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Il s'agit de recréer un consensus international autour de la solution à deux États. » Sur RTL, il a toutefois précisé que Paris n'officialiserait pas seul une telle reconnaissance. « La France aurait pu prendre une décision à portée symbolique. Ce n'est pas le choix que nous avons retenu parce que nous avons une responsabilité particulière, c'est la France, c'est un membre permanent du Conseil de sécurité », a-t-il expliqué. Une douche froide alors qu'une Alliance mondiale pour la mise en œuvre de la solution à deux États a été créée à l'initiative de l'Union européenne (UE) et des pays arabes en marge de l'Assemblée générale des Nations unies le 26 septembre 2024. L'idée affichée étant de chercher « à concrétiser la solution à deux États en encourageant les idées nouvelles et en promouvant le dialogue ». C'est dans ce cadre qu'Emmanuel Macron avait annoncé, le 3 décembre 2024, qu'il coprésiderait avec le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, « une conférence pour les deux États en juin prochain », faisant référence à Israël et à un éventuel État palestinien. « Dans les mois à venir, nous allons multiplier et combiner ensemble nos initiatives diplomatiques pour accompagner chacun sur cette voie », a-t-il ajouté. Répondant à une question sur la reconnaissance par la France d'un État palestinien, le président français indiquait alors qu'il le ferait « au moment opportun (...) où cela suscitera des mouvements de reconnaissance réciproques », ajoutant : « Nous souhaitons impliquer plusieurs autres partenaires et alliés, européens et non européens, qui sont prêts à avancer dans cette direction mais qui attendent la France. »

Pourtant, en mai 2024, déjà, l'Irlande, la Norvège et l'Espagne avaient annoncé reconnaître l'État de Palestine, suivies

par la Slovénie quelques jours plus tard. « Je n'exclus rien avant la conférence de juin (2025) », ajoutait cependant Emmanuel Macron.

PRESSIONS DE WASHINGTON ET TEL-AVIV

Combien de temps faudra-t-il attendre la France, dont la responsabilité, il est vrai, est importante dans ce domaine ? Depuis plusieurs jours maintenant, les choses se corsent, voire s'enlisent. Les signaux sont contradictoires. Le 30 mai, Emmanuel Macron expliquait lors d'une conférence de presse à Singapour que « la création d'un État palestinien » n'était « pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique ». Sans dire clairement s'il reconnaîtrait un État palestinien à cette occasion, il en a énuméré les conditions : la « libération des otages » détenus par le Hamas, la « démilitarisation » du mouvement islamiste palestinien, sa « non-participation » à la gouvernance de cet État, une « réforme de l'Autorité palestinienne », la reconnaissance, par le futur État, d'Israël et de « son droit à vivre en sécurité », et la « création d'une architecture de sécurité dans toute la région ». Il précisait : « C'est ce que nous essaierons de consacrer par un moment important le 18 juin, ensemble, et j'y serai », en faisant allusion à la conférence de l'ONU.

Paris avait commencé à travailler avec Londres sur la question. Deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ce n'est pas rien. Mais les pressions se sont multipliées, comme l'a révélé le site Middle East Eye, qui écrit que « Washington a commencé en privé à mettre en garde la Grande-Bretagne et la France contre une reconnaissance unilatérale de la Palestine ». Israël n'est

« La France a une responsabilité particulière. »

JEAN-NOËL BARROT,
MINISTRE FRANÇAIS
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES



Jabaliya, dans le nord de Gaza, le 9 juin.



Pas un seul jour ne passe sans l'annonce de la mort de dizaines de Palestiniens, dont des enfants. ASHAR TALEB/AFP

évidemment pas en reste. Outre le fait qu'on peut se demander si les autorités de ce pays ont jamais voulu la création d'un État de Palestine, la mobilisation officielle pour éviter toute reconnaissance est extrême. « *Macron tente de créer un climat anti-israélien pour convaincre le*

plus grand nombre de pays possible de reconnaître un État palestinien », a déclaré un haut responsable israélien, cité par le quotidien israélien *Yediot Aharonot*, qui poursuit : « *En réponse, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Danny Danon, travaille en étroite collaboration avec les diplomates*

américains pour bloquer l'initiative française et persuader les autres pays de ne pas soutenir la reconnaissance. »

À vouloir ménager la chèvre et le chou – surtout la chèvre –, Emmanuel Macron risque fort de se retrouver pris à son propre piège. Ainsi, au cœur de ses intentions, se trouve l'idée de « *déclencher ce faisant un mouvement de reconnaissance en faveur d'Israël* (il parle des pays arabes – NDLR) qui permettra aussi d'*apporter des réponses en termes de sécurité pour Israël et de convaincre que la solution des deux États est une solution qui est pertinente pour Israël même* », a-t-il souligné. Le 3 juin, deux diplomates français de haut rang se rendaient en Israël. « *Leur message visait à apaiser les inquiétudes israéliennes, selon un responsable israélien, affirmant que la France n'envisageait pas de reconnaître formellement un État palestinien lors de la conférence, mais plutôt d'exprimer son intention à long terme de le faire, sous réserve de conditions appropriées* », selon le *Yediot Aharonot*.

« IL NOUS FAUT PASSER DE LA PAROLE AUX ACTES »

Enfumage israélien ? Tactique française ? Difficile de savoir ce qui va réellement se passer à New York et quelles seront les conclusions de la conférence. On remarque cependant que les conditions françaises mises pour la reconnaissance d'un État de Palestine ne concernent que les parties palestinienne et arabes. Désarmement des organisations islamiques, mais pas des colons ? Non-présence du Hamas dans la future direction palestinienne mais rien sur l'extrême droite israélienne, notamment les ministres suprémacistes Smotrich et Ben Gvir ? Reconnaissance d'Israël mais pas fin de l'occupation ? Réforme de l'Autorité palestinienne alors que le représentant de tous les Palestiniens (y compris les réfugiés) est l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), signataire des accords passés avec Israël ?

Le 23 mai, lors d'une réunion préparatoire à la conférence organisée par l'Assemblée générale de l'ONU, Anne-Claire Legendre, conseillère Afrique du Nord, Moyen-Orient d'Emmanuel Macron, insistait : « *La conférence de juin doit constituer une étape décisive, transformative pour la mise en œuvre effective de cette solution à deux États. Il nous faut passer de la parole aux actes et de la fin de la guerre à Gaza à la fin du conflit.* » Reconnaître l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale : un acte concret qui peut marquer la fin de l'occupation et donc celle du conflit. ■

PIERRE BARBANCEY

Déployer la garde nationale en renfort quand on sait comment sont équipées les polices de Los Angeles (LAPD) et de l'immigration (ICE) ressemble à un aveu de faiblesse. La révolte populaire gagne du terrain. À Los Angeles, à New York et dans d'autres grandes villes, les associations de défense de l'immigration dénoncent depuis plusieurs semaines les arrestations collectives arbitraires, les violations systématiques des droits et la disparition de migrants, avec ou sans papiers. Ces opérations les terrorisent ainsi que leurs familles et leurs communautés. Los Angeles a des allures de ville fantôme récemment. Dans la ville sanctuaire où vivent 1,35 million d'immigrés, les rues sont désertées par les vendeurs de rue, les travailleurs journaliers...

Mais, ce week-end, les habitants se sont mobilisés pour faire barrage à une série de raids simultanés des agents de l'immigration, qui, sous les ordres de l'administration Trump, ont capturé 118 civils sur leurs lieux de travail ou en chemin vers des rendez-vous administratifs en seulement une semaine. La révolte populaire prend la forme de barrages et barricades, d'embuscades, de confrontations directes avec les policiers. Sachant que

REGARD SUR LE MONDE, LA CHRONIQUE DE CHARLOTTE RECOQUILLON



JULIEN JAUDIN/HANS LUCAS

Le courage d'affronter la police

le LAPD est capable de contenir de grandes manifestations, mais est mis en difficulté par des dizaines de rassemblements plus petits, les manifestants se déploient de manière stratégique, à divers endroits simultanément. En outre, les militants anti-police diffusent activement leurs conseils et tactiques : filmer la police, se masquer pour éviter d'être filmé par la police et identifié par les logiciels de reconnaissance faciale, s'armer

de gants, de lunettes et de parapluies en guise de boucliers, désactiver les fonctions de localisation sur son téléphone, ou le laisser à la maison, inscrire le numéro d'un avocat sur son bras ou sa cuisse, utiliser du lait pour calmer la douleur des gaz lacrymogènes et fabriquer des petites bonbonnes de récupération de ces gaz grâce à du bicarbonate de soude et de l'eau...

Le gouverneur de Californie a désapprouvé l'envoi de la garde nationale. La dernière fois qu'un président américain avait déployé l'armée pour réprimer des manifestations civiles, c'était en 1992, lors des soulèvements de Watts, après l'acquittement des policiers ayant tabassé Rodney King. La nécessité d'abolir l'institution policière est flagrante. Mais les démocrates font preuve, une fois encore, de leur incohérence, ou plutôt, de leur attachement au statu quo et aux structures de la répression. La maire de Los Angeles par exemple, Karen Bass, s'est dite « *fureuse* » des « *tactiques qui sèment la terreur et affectent la sécurité dans (sa) ville* ». Pourtant, le même jour, elle a adopté le budget municipal accordant 240 nouveaux recrutements au LAPD, dont le budget annuel dépasse déjà les 2 milliards de dollars. ■



Parmi les personnes interceptées dans la nuit du 8 au 9 juin se trouvent l'eurodéputée Rima Hassan et le journaliste Yanis Mhamdi.

Le détournement du *Madleen* est un acte de piraterie d'État

L'arraisonnement par l'armée israélienne du voilier chargé d'aide humanitaire à destination de la bande de Gaza sous blocus et l'arrestation des douze militants qui se trouvaient à son bord bafouent le droit maritime et la liberté de venir en aide à un peuple exposé au massacre, au nettoyage ethnique, au génocide.

Dans la nuit du 8 au 9 juin, un nouveau crime contre la paix a été commis. Sous nos yeux, dans les eaux internationales, l'armée israélienne a arraisonné le voilier *Madleen*, affrété par la Coalition de la flottille de la liberté. Ce mouvement qui réunit de nombreuses ONG, non violentes, tente depuis quinze ans de briser le blocus illégal de Gaza pour apporter aide humanitaire et espoir à un peuple martyrisé.

La flottille de la liberté, avec son modeste voilier chargé de jus de fruits, de riz, de conserves et de fournitures pour enfants,

n'est pas une provocation, comme le prétendent les autorités israéliennes. C'est un cri d'humanité, un défi pacifique à un blocus et un génocide qui tuent à petit feu. Nous nous rappelons qu'en 2010, l'attaque du *Mavi Marmara* par des commandos israéliens avait fait neuf morts, révélant, déjà, la brutalité d'un État prêt à tout pour maintenir son emprise coloniale. Quinze ans plus tard, l'histoire bégaye, même si cette fois-ci, aucun militant n'a été blessé, ni tué, fort heureusement.

À bord, douze militants, dont la députée européenne Rima Hassan, l'activiste

climatique Greta Thunberg, un journaliste du média Blast, Yanis Mhamdi, Pascal Maurier, marin CGT, ont été arrêtés, leurs communications coupées, leur bateau détourné vers le port d'Ashdod. Leur seul « crime » ? Vouloir briser un siège inhumain qui, depuis bientôt deux décennies, étouffe Gaza et plonge ses habitants dans une détresse indescriptible. Ce n'est pas seulement une attaque contre un bateau : c'est une agression contre l'humanité entière, contre le droit international, contre l'idée même de solidarité. Gaza n'est plus une prison à ciel

L'inaction d'Emmanuel Macron tient de la complicité tacite.

ouvert mais un cimetière, un charnier que plus personne, même les soutiens indéfendables au gouvernement israélien d'extrême droite, ne peut nier.

Ce scandale ne doit pas rester sans réponse. L'interception du *Madleen* dans les eaux internationales est une violation flagrante du droit maritime, un acte de piraterie d'État perpétré par un gouvernement israélien qui, sous la houlette de Benyamin Netanyahu, assume sans honte sa logique jusqu'au boutiste. Cette arrestation est illégale car elle bafoue la liberté de navigation et la liberté de venir en aide à un peuple qui subit un

massacre, un nettoyage ethnique, un génocide. Pourtant, face à ce forfait, le silence d'Emmanuel Macron et des dirigeants européens est assourdissant. Leur inaction tient de la complicité tacite avec un régime qui, jour après jour, multiplie les crimes contre le peuple palestinien et bafoue le droit international.

Pourquoi Netanyahu arrêterait-il ? C'est le silence qui accompagne chacune de ses transgressions de la légalité internationale. Pourquoi alors se priverait-il d'un kidnapping de plusieurs de nos ressortissants, dans les eaux internationales ?

LA VOIE DE LA JUSTICE ET DE LA PAIX

Gaza est détruite, Gaza est asphyxiée, Gaza se meurt mais plus personne ne peut, ne doit garder le silence.

Depuis octobre 2023, l'ONU recense dans l'enclave palestinienne plus de 53 000 morts, dont 14 500 enfants, victimes des bombardements indiscriminés. Ce siège, qualifié d'illégal par de nombreux juristes, est une punition collective qui prive 2 millions de personnes d'accès à l'eau, à la nourriture, aux médicaments et à la dignité. L'Organisation mondiale de la santé alerte : le système de santé s'est effondré, et 100 % de la population survit sous la menace de famine. Ce n'est pas une crise humanitaire naturelle, mais une catastrophe orchestrée par un État qui, sous prétexte de « sécurité », nie le droit à l'existence d'un peuple et veut simplement le rayer de la carte pour expulser les Gazaouis vers les pays arabes voisins.

Dans un monde de domination, de violences, de surarmement, de logiques belliques, la flottille de la liberté incarne une autre voie : celle de la solidarité, de la fraternité, de la non-violence, de la justice et de la paix. Les douze militants arrêtés doivent être protégés et libérés au plus vite. Mais surtout, l'aide humanitaire de plus de 9 000 camions qui attendent aux frontières de Gaza doit pouvoir rentrer, un couloir humanitaire ouvert et sécurisé doit être instauré et un cessez-le-feu durable doit être conclu. Les otages doivent retrouver leurs familles. Les prisonniers politiques palestiniens également. Le 17 juin, le silence devra se transformer en un acte fort : que la France reconnaîsse enfin l'État palestinien. ■



FABIEN GAY
Directeur
de l'Humanité

JULIEN JALLIN/HANS LUCAS



ASTROPHYSIQUE Après 120 heures d'observation, le télescope spatial a pu effectuer neuf prises de vue distinctes où l'on découvre l'amas massif de galaxies Abell S1063, situé à environ 4,5 milliards d'années-lumière de la Terre, dans la constellation de la Grue.

Encore un record pour le télescope spatial James-Webb (JWST), qui a capturé l'image la plus profonde jamais obtenue de l'Univers, en dévoilant des galaxies qui se sont formées dans un lointain passé. Lancé en décembre 2021, cet observatoire posté à 1,5 million de kilomètres de la Terre ne cesse d'explorer le tout jeune Univers. Pour capter la lumière émise par les objets célestes lointains, James-Webb fonctionne dans l'infrarouge, un rayonnement électromagnétique de longueur d'onde invisible qui peut traverser certaines

L'image « la plus profonde » de l'Univers

zones poussiéreuses du ciel. La nouvelle image inédite qui vient d'être publiée par l'Agence spatiale européenne (ESA) est le fruit d'une collaboration internationale impliquant l'Institut d'astrophysique de Paris (Sorbonne Université/CNRS).

« Réaliser une image de l'Univers profond, explique David Elbaz, astrophysicien au CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), c'est comme plonger avec un sous-marin dans des fonds inexplorés. Comme le marin avant de plonger, l'astrophysicien ne peut prétendre savoir ce qu'il va découvrir dans ces nouvelles profondeurs. Mais les deux partagent un même idéal : découvrir une espèce inconnue qui pourrait nous aider à mieux comprendre nos origines. »

« LA COURBURE DE L'ESPACE CRÉE UN EFFET DE LOUPE »

Cette image a nécessité plus de 120 heures d'observation, ce qui en fait la plus longue période durant laquelle JWST s'est concentré sur une seule cible. Elle comprend neuf prises de vue distinctes à différentes longueurs d'onde dans le proche infrarouge. Au centre lumineux de l'image, se trouve l'amas massif de galaxies Abell S1063, situé à environ 4,5 milliards d'années-lumière de la Terre, dans la constellation de la Grue. « Les galaxies sont les habitants de l'Univers, rappelle David Elbaz. Environ 10 % d'entre elles habitent de vastes mégalopoles cosmiques, l'équivalent de Mexico ou de Pékin. L'amas Abell S1063 est une mégapole cosmique. »

De tels objets célestes gigantesques parviennent à courber la lumière d'objets situés derrière eux, créant une sorte de loupe cosmique naturelle appelée « lentille gravitationnelle ». « Ces mégalopoles contiennent une telle quantité de matière qu'elles courbent l'espace, souligne David Elbaz, comme on courbe un morceau de verre pour en faire une loupe. Et c'est bien le même effet qui se produit dans l'Univers, la courbure de l'espace engendrée par l'amas de galaxies crée un effet de loupe qui permet aux astrophysiciens de voir des détails qui seraient autrement imperceptibles. »

En exploitant cet effet de « lentille gravitationnelle » de l'amas de galaxies Abell S1063, il est possible d'observer des petites galaxies dix fois moins lumineuses que celles détectées jusqu'à présent. Ces observations dévoilent

Les galaxies minuscules apparues à l'« aube cosmique » pourraient être les ancêtres de galaxies plus développées.

ainsi les premières galaxies et étoiles formées au cours du premier milliard d'années de l'histoire de l'Univers. Regarder loin dans l'Univers revient à remonter le temps. Or, les modèles de formation des premières galaxies prédisent qu'elles doivent être très peu lumineuses et formées d'amas d'étoiles faites de gaz primordial issu du big bang il y a 13,8 milliards d'années. Ces galaxies minuscules apparaissent à l'« aube cosmique » pourraient être les ancêtres de galaxies plus développées observées quelques centaines de millions d'années plus tard par JWST. En effet, « on ne découvrira pas la toute première galaxie, constate David Elbaz, car on ne va pas explorer toutes les directions du ciel, cela prendrait trop de temps. Alors on cherche une galaxie qui vient tout juste de naître et on sait ce que cette galaxie devrait présenter comme signature : l'absence d'éléments comme l'oxygène, par exemple, dans le spectre des étoiles. Si une étoile en contient, c'est qu'elle est née des cendres d'une génération précédente d'étoiles qui a créé cet oxygène, car l'oxygène n'existe pas dans l'Univers avant les premières étoiles ». ■

DES ÉTOILES FORMÉES D'HYDROGÈNE ET D'HÉLIUM PRIMORDIAUX

Grâce à cette image extraordinaire de JWST, les chercheurs ont peut-être aussi identifié une galaxie nommée « Glimpse-16043 » qui pourrait contenir des étoiles formées d'hydrogène et d'hélium primordiaux issus du big bang. Jamais observées, elles représenteraient la première génération stellaire de l'Univers, à l'origine de la formation des planètes et de la vie.

Cependant, cette galaxie pourrait aussi être un nuage de gaz primordial illuminé par un trou noir ou un tout autre objet semblable. Pour trancher, une campagne d'observations spectroscopiques est prévue le mois prochain par la même équipe scientifique. Si la présence d'étoiles était confirmée, cela constituerait une avancée scientifique majeure. En effet, s'enthousiasme David Elbaz, « le Graal des astrophysiciens depuis le lancement du James-Webb, c'est la découverte de la première galaxie de l'Univers. Glimpse-16043 pourrait bien être le graal tant recherché, une galaxie dont les étoiles ne sont pas nées à partir des cendres d'une génération précédente et donc la première génération d'étoiles ! ». ■

ANNA MUSSO

Dans les pas d'Indiana Jones

ÉVÉNEMENT Les 13, 14 et 15 juin se déroule la 16^e édition des Journées européennes de l'archéologie. Des ateliers, des expositions... sont organisés sur tout le continent.

Les Journées européennes de l'archéologie (JEA) auront lieu partout en France et dans plus de 30 pays européens. Initiées par le ministère de la Culture et pilotées par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), ces Journées bénéficient du haut patronage du Conseil de l'Europe.

Les JEA sont un moyen pour les archéologues de faire connaître leur métier et de sensibiliser le public au riche patrimoine archéologique français. Ces trois journées invitent à explorer le passé, du plus ancien au plus récent, et de la fouille au musée. Plus d'un millier de manifestations sont proposées sur l'ensemble du territoire national : ouverture exceptionnelle de chantiers de fouilles, de centres de recherches et de laboratoires, expositions, activités ludiques et pédagogiques... ■

Vingt-six « Villages de l'archéologie » proposeront des ateliers et des démonstrations des différentes facettes du métier. Parmi ces événements, le musée d'Archéologie nationale de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) présente une exposition intitulée « les Maîtres du feu ». Elle explore l'impact révolutionnaire de la métallurgie du bronze et met en lumière des innovations de cette époque (- 2 300 à - 800 avant J.-C.) qui ont façonné notre monde moderne, comme la production en série, la soudure, l'invention de la roue ou encore la domestication du cheval. ■

A. M.

Tout le programme et toutes les informations : journnees-archeologie.eu

On pensait que la Roumanie était perdue et que la Pologne tiendrait bon face à l'extrême droite. Mais pour ces dernières présidentielles, ce fut exactement le contraire. Invité à parler IA dans un forum à Poznań, mi-mai, j'entendais tous mes interlocuteurs polonais me dire leur confiance dans l'échec du candidat nationaliste, et leur soulagement d'être sorti de huit longues années de populisme autoritaire. Tous, y compris l'emblématique dissident, historien et journaliste, Adam Michnik ! Et un animateur hilare se risqua même à suggérer à l'invité star, Barack Obama, que la Pologne pourrait être de bon conseil pour sortir du piège trumpiste.

Las ! Maintenant que le PiS a gagné cette élection très stratégique, son retour prochain aux affaires gouvernementales redevient une menace très réelle. Perspective calamiteuse pour toute l'Europe, où la Pologne joue un rôle crucial tant pour la défense que pour l'économie ! Et aussi un rôle d'extrême intérêt stratégique pour les sciences et techniques – et pas seulement le souvenir des icônes Nicolas Copernic et Marie Curie. Ainsi,

L'AFPA/SEBASTIEN LABACCI



LA CHRONIQUE MATHÉMATIQUE DE CÉDRIC VILLANI

Façon puzzle

l'insatiable appétit polonais pour l'économie numérique s'appuie sur une incroyable force dans les arts algorithmiques. Songez-y : si l'on compte le nombre de médailles aux Olympiades internationales d'informatico, la Pologne arrive en seconde position mondiale, ne le cédant qu'au géant chinois.

Presque personne ne le sait, mais l'Europe doit une énorme chandelle à ce talent algorithmique polonais. Dans les années 1930, à Poznań justement, trois mathématiciens

travaillant sur la cryptographie, Rejewski, Rozycski et Zygalski, mirent magistralement au point le décryptage de la version standard du code militaire allemand Enigma. Ils avaient pris le relais du renseignement français. Ils transmirent ce relais, juste avant l'invasion de leur pays, aux Britanniques qui allaient, autour d'Alan Turing, mener à bien le décryptage des versions renforcées du code – la clé de la victoire selon Churchill lui-même.

Quand vous passerez à Poznań, allez donc voir le monument érigé en l'honneur de Marian Rejewski. Et dites-vous que sans cette glorieuse équipée scientifique et stratégique France-Pologne-Grande-Bretagne, le débarquement de juin 1944 en Normandie aurait été impossible, et l'histoire du monde complètement différente ! Pourtant voilà la glorieuse équipe bien épargnée aujourd'hui, entre Brexit, euroscepticisme français montant et rechute nationaliste polonaise. Pour recoller les morceaux de l'Union européenne, ce puzzle de longue haleine, outre les erreurs du passé il est bon de rappeler aussi les belles coopérations. ■

Ernst Hoffmann,
du service
anthropométrique
réalisa des
nombreux clichés
du camp. ALBUM
D'AUSCHWITZ / YAD VASHEM

SS munis de
cannes avec
lesquelles
ils dirigent
et sélectionnent
les déportés. ALBUM
D'AUSCHWITZ / YAD VASHEM



Quand les nazis photographiaient leurs crimes

L'album d'Auschwitz, composé de 56 pages et conservé au mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, comportait originellement 197 photographies documentant l'arrivée des juifs de Hongrie à Birkenau. Ces clichés ont été pris par les nazis de la fin du printemps à l'été 1944. Titré « Réimplantation des juifs de Hongrie », il est

organisé en plusieurs parties : « Arrivée d'un convoi », « Tri » (« hommes à l'arrivée », « femmes à l'arrivée »), « Après le tri » (« hommes encore aptes », « femmes encore aptes », « hommes plus aptes », « femmes plus aptes et enfants »), « Après l'épouillage », « Installation du camp de travail » et « Effets ».

C'est Lili Jacob Zelmanovic, née en 1926 à Bilky, en Hongrie, qui l'a découvert. Internée en avril 1944 au ghetto de Berehovo avec ses parents, ses cinq frères, ses grands-parents, ses tantes et leurs enfants, elle fut déportée en juin 1944 vers Auschwitz. Seule survivante de sa famille, c'est elle qui, atteinte du typhus, à la libération du camp de Dora-Norhausen, où elle avait été transférée,

EXPOSITION Le Mémorial de la Shoah, à Paris, présente l'album d'Auschwitz réalisé par les SS pour témoigner de leur maîtrise des opérations d'extermination dans ce camp.

découvre l'album dans l'une des baraquas de SS. En le parcourant, elle reconnaît des membres de sa famille et de sa communauté. C'est Serge Klarsfeld qui, ayant saisi l'importance de cet album, la convainc d'en faire don au mémorial Yad Vashem, ce qu'elle fera en 1980.

UNE « SOLUTION » PLANIFIÉE PAR EICHMANN

L'exposition s'ouvre sur la contextualisation de l'opération de déportation des juifs de Hongrie. En 1944, la Hongrie abrite la dernière grande communauté juive à avoir échappé au processus de destruction. Malgré les persécutions mises en place par le régime de l'amiral Horthy, allié d'Hitler, plus de 700 000 juifs vivent encore dans le

pays. En mars, avec l'arrivée de l'armée allemande, qui occupe le pays, « l'opération Hongrie », planifiée par Adolf Eichmann, rassemble les juifs dans une série de ghettos et de camps d'où seront organisées les déportations. C'est la plus grande opération d'assassinats jamais organisée : la Hongrie doit être débarrassée de ses juifs en trois mois. Une importante campagne de presse est alors orchestrée à travers toute l'Europe dénonçant la « mainmise des juifs » sur la Hongrie et annonçant leur déportation en guise de « solution ».

Pour ce faire, le commandement du camp est pris en main par Rudolph Höss, qui supervise la construction d'une rampe ferroviaire destinée à acheminer les juifs



au plus près des chambres à gaz et d'un mirador central qui doit clore le périmètre de Birkenau, créant ainsi une continuité du camp.

PRISES DE VUE CLANDESTINES

Bernhard Walter, du service anthropométrique, qui réalise de nombreux clichés des SS avec leurs enfants, est chargé de documenter ces travaux. Ernst Hofmann est son adjoint. Aucun des deux n'a reçu une véritable formation photographique. Pas plus que Karl Höcker, qui a constitué un album photo en s'intéressant à la vie des SS durant leurs loisirs ou lors des cérémonies officielles. Enfin, précieuses sont les prises de vue clandestines d'Alberto Ferrera, membre du Sonderkommando, qui, au prix de sa vie, photographia en août 1944 les fosses à ciel ouvert dans lesquelles de nombreux corps de déportés hon- grois furent brûlés.

Voulue par l'historien Tal Bruttman, commissaire de l'exposition, une nouvelle lecture de ces images est proposée au terme d'une enquête qui vise à attirer l'attention sur « ce que l'on ne voit pas, alors que c'est sous notre nez ». Ici, alors qu'on voulait gommer la violence, un SS donne un coup de canne à deux femmes ; là, l'odeur pestilentielle des corps en décomposition amène une femme à porter un mouchoir à son nez ; là encore, parmi d'autres gestes de défi et de résistance, une femme que l'on croyait passive, soumise, tire la langue à l'opérateur ; l'accent est mis, aussi, sur l'obscénité de la mise en scène, de l'esthétisation des images montrant les victimes devant les chambres à gaz ; sur le fait que les affaires des gens gazés et incinérés sont triées par les déportés travaillant aux entrepôts du Canada. Il devient flagrant, aussi, que tout cela est visible de l'extérieur puisque ce n'est pas un lieu isolé, qu'un trafic ferroviaire considérable y passe. Bref, « il y a une porosité entre le site, la ville et la vie normale », peut ainsi affirmer Tal Bruttman. ■

MAGALI JAUFFRET

Une enquête qui vise à attirer l'attention sur « ce que l'on ne voit pas, alors que c'est sous notre nez ».

Activité volcanique et tectonique des plaques

DANSE Au festival June Events, à la Cartoucherie de Vincennes, deux pièces insolites mettent en jeu des corps qui ont à voir, de près, ou de loin, avec l'activité de la nature.

« **J**'ai parfois le sentiment que je fais la même pièce mais différemment », dit Rémy Héritier. Il présente *Un monde réel* à June Events, le festival dirigé par Anne Sauvage, à la tête de l'Atelier de Paris/CDCN, lequel fête ses 25 ans (1). Rémy Héritier et Bryan Campbell font irruption sur scène depuis la salle. On croirait des spectateurs en retard. Rémy est plutôt sec. L'autre, Bryan, grosses moustaches à la Nietzsche, est plus enveloppé. Le dispositif, déjà là, va peu à peu nous sauter aux yeux. C'est apparemment aride et ce n'est qu'un leurre. Ils mesurent le sol avec leur bras, l'un trafiche des spots côté cour. En fond de scène, il y a des projections sur écran de spirales et de schémas compliqués. On entend, à point nommé, l'injonction « Activité ! ».

Peu à peu, tout se met à vivre, y compris l'énorme sono suspendue en l'air, à jardin (Éric Yvelin). Elle se trémousse en éjectant du son. Les spots lumineux (Ludovic Rivière) imposent un éclairage changeant. Les images sur écran ouvrent des trappes intérieures (une figure d'oiseau, un paysage devenu cible de quelque chose, des bancs

jetés cul par-dessus tête...). Tout semble sourdement connecté, en contact, de ce type de contact dont on a tant manqué pendant le confinement.

CONCEPT DE CONTACT IMPROVISATION

Rémy Héritier revendique, entre autres influences, celle de Steve Paxton (le Canadien inventeur du concept de contact improvisation). L'« activité » proprement

Chacun de nous est hyperconcentré, presque en état de vigilance.

dite est composée de séquences de danse et de repos : 1 minute d'activité, 20 secondes de repos, sur des durées croissantes. Il s'agit de danser pour danser sans chercher à composer ni à produire une forme où tout bouge et s'active. Tout entre en éruption, puis s'apaise, y compris la grosse sono noire soudain muette, les spots éteints et l'écran noir. Ce qui pose aussi la question : comment le repos devient-il attention ? Suis-je en répit sur le plateau ? Où commence et où finit l'activité ? La fin

de la pluie est-elle l'effacement des gouttes qui la composent ? Chacun de nous est hyperconcentré, presque en état de vigilance.

Le même soir était présenté *Mossy Eye Moor*, de la Belge Louise Vanneste. Les Mossies sont des entités hybrides, incarnées par cinq interprètes qui évoluent sur une étendue bleue, tels cinq continents séparés, alors qu'ils n'en formaient qu'un il y a 300 millions d'années. Un atlas à grande échelle vu de haut se joue là, avec maintes expressions donnant à voir le dessous des cartes ; ce moment où la tectonique des plaques entre en jeu, où tout se fissure et prend du champ. L'une ondule du bassin comme séparée du tronc, l'autre ouvre ses doigts en éventail, renforçant l'impression d'un corps scindé aux extrémités, tandis qu'un autre encore impose à ses pieds un rythme ultrarapide, comme s'il les expulsait du reste du corps. Les anatomies signifient, à échelle humaine, l'instant de scission quasi géologique, tandis que chacun quitte un endroit pour en occuper un autre. ■

MURIEL STEINMETZ

(1) June Events, à l'Atelier de Paris / CDCN, Cartoucherie de Vincennes, jusqu'au 20 juin. Rens. : 01 41 74 17 07



Bryan Campbell dans la pièce de Rémy Héritier, *Un monde réel*. GUILLAUME ROBERT



Le journaliste collaborationniste Fernand de Brinon (de dos sur la photo) invité par Hermann Göring à l'ambassade d'Allemagne à Paris. SWR/FONDS BRINON

Du sang dans le champagne et des œillères sur la France de Vichy

TÉLÉVISION Le point de vue adopté dans ce film sur la période de la collaboration est inhabituel. Vue des salons parisiens, entre gens de la bonne société, l'Occupation allemande n'était pas si dure...

Les Ambassadeurs de la collaboration, Arte, 22 h 30

Des documents, publics et privés, sur lesquels s'appuie ce documentaire éclairent d'un jour nouveau la « bienveillante neutralité » de ceux qui ont côtoyé et accompagné les autorités pétainistes et allemandes durant la Seconde Guerre mondiale. Dans son journal, Josée de Chambrun, bien que très proche de son père Pierre Laval, organisateur à ce moment-là de l'État français, ne fait jamais allusion aux conditions de vie des Français sous rationnement, encore moins à la persécution et la déportation des juifs, la lutte contre la Résistance et les exécutions d'otages, la levée d'une force armée, la Légion des volontaires français, sous commandement nazi... Elle se concentre sur les réceptions à l'ambassade, les spectacles à l'opéra ou au théâtre, les courses hippiques où elle et son mari (qui travaille directement avec Laval) « gagnent beaucoup »...

La bourgeoisie y côtoie Fernand de Brinon, journaliste collaborationniste dont le plus haut fait est d'être le premier à avoir décroché un entretien avec Adolf Hitler. Son amitié de longue date avec Otto Abetz, ambassadeur du Reich, lui vaudra la place d'émissaire de Pétain à Paris. Le diplomate nazi travaille d'ailleurs en étroite collaboration avec lui, et ses écrits comme ceux de Brinon fournissent de la matière au film.

En parallèle du récit, maintes fois chroniqué, de la mise en coupe réglée de la

France, on voit comment ces ambassadeurs, l'un dépeché par Vichy, l'autre par le Führer, fêtent la collaboration chez Maxim's ou dans les salons parisiens. Ils y tissent des liens avec les hautes sphères pour sceller leurs accords. « Les mondanités doivent normaliser les relations », écrit Abetz dans ses carnets. Au fil des images, on croise souvent, la coupe à la main, la comédienne Arletty, grande amie de Chambrun, mais aussi Jean Cocteau ou Édith Piaf (qui, plus tard, aidera un réseau de résistance à forger de faux papiers à des prisonniers français lors d'une tournée en Allemagne)... On a beaucoup parlé de la naïveté de ces coureurs de buffets, ambivalents dans leurs relations avec l'occupant. Mais on imagine que les crève-la-faim qui ont pu tomber sur ces scènes à l'époque, dont l'incongruité et l'indécence sautent aux yeux, s'en soient souvenus à la Libération.

Pierre-Olivier François (qui avait coréalisé le formidable *Lassana Bathily, héros malgré lui*, avec Pierre Bourgeois), aidé pour l'écriture de Jean-Marc Dreyfus, historien, auteur de plusieurs ouvrages et documentaires sur la Shoah et la spoliation des biens juifs (*le Catalogue Göring, Après la guerre, les restitutions*), a mis assez de chair dans ce film consacré à un sujet déjà largement traité, pour en renouveler l'intérêt. Le titre original, « Terreur et champagne : les adjoints d'Hitler à Paris », dit toute la terrible indifférence du microcosme mondain sous l'Occupation au drame qui se déroulait sous ses yeux. Mais en va-t-il autrement, à toutes les époques ? ■

GRÉGORY MARIN

On a beaucoup parlé de la naïveté de ces coureurs de buffets, ambivalents dans leurs relations avec l'occupant.

Paysages idylliques en urgence climatique

TÉLÉVISION Les plages de rêve de la Polynésie française cachent un drame imminent : la montée des eaux due au réchauffement.

Polynésie, pour quelques degrés de plus !, France 2, 23 heures

Les îles de Polynésie française sont en situation de crise climatique grave. Et la France métropolitaine n'en a pas assez conscience. Là-bas, la montée des eaux est un problème majeur pour les habitants. Les scientifiques estimate une augmentation des eaux de l'ordre de 80 centimètres d'ici à 2100. En plus de l'océan qui vient peu à peu éroder les littoraux, les tempêtes se multiplient et leur intensité ne fait que grandir. Les habitants pourraient devenir les premiers réfugiés climatiques français.

Sur place, on se mobilise. Des habitants, des élus locaux et des scientifiques travaillent d'arrache-pied pour protéger les îles. Laetitia, chercheuse au CNRS, expérimente sa théorie sur les récifs coralliens de Moorea. Selon elle, seuls 2 % de ces coraux sont encore vivants. Elle raconte qu'en 2019, une canicule marine a causé la perte de plus de 50 % du récif. On appelle ça la « mort blanche ». Quand un corail est plongé dans une eau trop chaude (qui peut monter jusqu'à 34 °C en cas de canicule marine), ses tissus blanchissent. Seulement, s'il ne se régénère pas, il devient moins solide et ne permet plus de protéger les littoraux en cas de houle.

DES LOGEMENTS SUR PILOTIS

Pour un habitant de la baie de Matavai, sur l'île de Tahiti, « le mot urgence (climatique) n'est pas exagéré ». Il constate depuis une vingtaine d'années l'accélération de la montée des eaux ainsi que l'accentuation de la force des éléments. C'est un constat alarmant, mais ces prévisions permettent de mettre en place des mesures d'adaptation comme les maisons de l'Office polynésien de l'habitat. Ce sont des logements sur pilotis entièrement boulonnés pour résister aux événements extrêmes dans lesquels les sinistrés peuvent être relogés.

Des mesures de protection sont aussi expérimentées. Les habitants sont souvent contraints de construire eux-mêmes des enrochements devant leurs terrains pour endiguer la houle. Mais beaucoup s'intéressent également à la revégétalisation. Pour Jean-François, botaniste, et pour Yseult, la maire de Hao, planter le long des littoraux pour retenir le sable est la meilleure solution, même si c'est une mesure qui prend du temps. Face à toutes ces catastrophes, c'est la coopération et la solidarité qui donnent de l'espoir : scientifiques et habitants s'allient pour apprendre à planter correctement le long des plages. Dans ce combat infini, tout le monde a son rôle à jouer. ■

CHARLIE BARREIRA

« Reconnaissance de la Palestine, dans quelles conditions ? (1/3)

La conférence internationale coprésidée par la France et l'Arabie saoudite pour relancer une solution pacifique dite « à deux États » aura lieu du 17 au 20 juin au siège des Nations unies, à New York.

Un pays sous occupation, colonisé et soumis à un régime d'apartheid n'aurait pas de sens. Le peuple palestinien a droit à l'autodétermination.

A lors que le Parlement a largement voté pour la reconnaissance par la France de l'État de Palestine en 2014, les présidents de la République successifs s'y sont jusqu'à maintenant toujours refusés. « *Le moment venu* », avait dit François Hollande, tout enchantant son amour pour Israël et son premier ministre. Il aura fallu des mois de génocide à Gaza et d'accélération du nettoyage ethnique en Cisjordanie pour qu'Emmanuel Macron finisse par annoncer une éventuelle reconnaissance de l'État de Palestine par la France tout en rivalisant avec Jean-Noël Barrot sur les conditions à mettre à cette reconnaissance.

Macron évoque une « *réciprocité* ». Entendrait-il reconnaître l'État de Palestine soixante-dix-sept ans après avoir reconnu celui d'Israël ? Dans son esprit, il s'agit de la normalisation des relations des pays arabes avec Israël. Il dicte également des conditions de gouvernance, s'érigent en donneur de leçon. Barrot, lui, propose un État démilitarisé, un non-État donc. Laisser les Palestiniens sans défense face à un État qui ne leur reconnaît aucun droit si ce n'est celui de quitter leur terre, un État qui amène en place un régime d'oppression à leur encontre. Ce régime d'apartheid bâti sur la déshumanisation de tout un peuple, la négation de ses droits élémentaires et de ses droits nationaux, un régime qui a amené au génocide en cours et à l'accélération du nettoyage ethnique, à la volonté de destruction de la Palestine, la tentative d'effacement du peuple palestinien. C'est dans ce contexte que la question de la reconnaissance se trouve posée. L'AFPS mène une campagne dans ce sens sans discontinuer



ANNE TUAILLET
Présidente
de l'Association
France Palestine
Solidarité (AFPS)

depuis des années et particulièrement depuis le vote du Parlement. Mais quel sens aurait la reconnaissance d'un État sous occupation, colonisé et dont le peuple est soumis à un régime d'apartheid ? Le défi que doivent relever les États lors de la conférence de l'ONU est précisément l'application des résolutions de l'ONU. À commencer par la résolution du 18 septembre 2024,

qui exige qu'Israël ait mis fin à l'occupation et la colonisation du territoire palestinien le 18 septembre prochain, sans oublier celle du 11 décembre 1948 adjugeant le droit au retour aux réfugiés palestiniens sur leur terre d'origine, c'est-à-dire en Israël, pour la plupart d'entre eux.

Le ministre des Affaires étrangères propose un État démilitarisé, un non-État donc.

Les États membres doivent se saisir de cette conférence pour qu'enfin le peuple palestinien puisse faire valoir son droit plein et entier à l'autodétermination et non pour lui dicter le cadre dans lequel il serait autorisé à l'exercer. Le droit est dit, il ne se négocie pas et certainement pas avec celui qui le viole depuis soixante-dix-sept ans, il doit s'appliquer et celui à l'autodétermination est inconditionnel.

Tout le monde sait que cela devra passer par des sanctions contre Israël. Ces sanctions sont prévues dans la résolution de septembre 2024, les États ont l'obligation de les mettre en œuvre. C'est à cela que la France doit se conformer tout en reconnaissant l'État de Palestine, sur lequel le peuple palestinien puisse exercer sa souveraineté pleine et entière. ■

La reconnaissance d'un État doit s'accompagner de la garantie de sa viabilité. Il est indispensable de faire cesser le génocide en cours.

Une déclaration de reconnaissance ne peut voyager seule ! Les vociférations du criminel en chef de Tel-Aviv contre tout chef d'État européen se prononçant pour une reconnaissance d'un État palestinien conformément au droit international bafoué depuis quatre-vingts ans en disent long sur la cruciale importance de la conférence internationale des Nations unies qui se tiendra du 17 au 20 juin à New York. Son ordre du jour : l'examen de « l'application des résolutions de l'Organisation des Nations unies relatives à la question de Palestine ». Voir ceux qui ont manifesté leur « soutien inconditionnel » à l'État colonisateur, accusé par la justice internationale de « présomption de crime de génocide », se faire traiter de suppôt du Hamas ou « d'ennemi de l'État juif » est plus que cocasse.

Un acte officiel de reconnaissance de l'État de Palestine est plus que jamais un acte de haute portée politique. Mais soyons lucides. Une déclaration de reconnaissance ne peut voyager seule. L'occupation, la colonisation-annexion, la guerre génocidaire détruisent toute possibilité de construire l'État de Palestine. Un double acte simultané est donc indispensable : reconnaître l'État de Palestine, et faire cesser immédiatement le génocide en cours à Gaza, restituer toutes les colonies implantées en Cisjordanie ainsi



PATRICK LE HYARIC
Député européen
(2009-2019), membre
de la commission
chargée des relations
avec le Conseil
législatif palestinien

que Jérusalem-Est aux Palestiniens, leur assurer l'accès à l'eau, libérer les 10 000 prisonniers politiques palestiniens. Le moyen d'action : suspendre tout de suite les accords d'association et de coopération militaires, les livraisons d'armes à Israël. Autrement dit, la France et les institutions européennes doivent prendre appui sur l'avis de la Cour internationale de justice de juillet 2024, qui déclare illégale la présence israélienne en Cisjordanie et à Gaza et exige le retrait des colons et des forces militaires, ainsi que des réparations en faveur du peuple palestinien.

Le droit est aujourd'hui l'arme puissante pour déployer sous l'égide de l'ONU une force internationale de protection du peuple palestinien. Celle-ci lui permettrait de progresser vers son droit à l'autodétermination, tout en faisant libérer les otages israéliens. Des conditions seraient ainsi réunies pour que le peuple palestinien puisse en toute indépendance décider de son avenir, se donner ses institutions et ses représentants. La reconnaissance d'un État doit s'accompagner de la garantie de sa viabilité. La base de la discussion ne peut, donc, être que dans le respect des résolutions de l'ONU (la 181 du 29 novembre 1947 et la 1397 de mars 2022) : un État dans les frontières de 1967, une solution pour les réfugiés, la souveraineté partagée sur Jérusalem, des garanties de sécurité de part et d'autre. L'enjeu est capital pour tout démocrate : la Palestine et Gaza ne peuvent être une répétition d'un avenir chaotique pour le reste du monde. ■

Le droit est l'arme puissante pour déployer une force internationale de protection du peuple palestinien.



Les 8 et 9 septembre 1962, la Fête est placée sous le signe de l'antifascisme. On y célèbre la fin de sept ans d'une sale guerre coloniale en Algérie.



MÉMOIRE DU HUMANITÉ / ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS



MÉMOIRE DU HUMANITÉ / ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Maurice Thorez, président du PCF accueille Bachir Hadj-Ali, premier secrétaire du Parti communiste algérien.



ESTATE OF GERALD BLOOMFIELD. ALL RIGHTS RESERVED 2024/BIBLIODÉMOCRATISÉ

À l'occasion de la 90^e édition de sa Fête, *l'Humanité* en retrace l'épopée en 20 dates clés

Un chant de victoire et de fraternité

1962

Des pluies torrentielles ont assombri les derniers jours de chantier : « Toute l'eau du ciel se déversait sur la région parisienne. Nous étions un peu démordis. » Mais lorsque s'ouvre la 26^e Fête de l'Humanité, ce samedi 8 septembre 1962, la grisaille de La Courneuve se déchire en pans de ciel bleu, et toute une éphémère cité de joie se séche au soleil : stands, mâts, scènes, estrades et pistes de danse. D'un septembre à l'autre, tout a changé. Le pays est dévoré par la soif de vivre, il a la tête à la fête : la jeunesse veut oublier l'horreur de sept ans de sale guerre coloniale. Signés quelques mois plus tôt, les accords d'Évian ont été ratifiés, au terme d'un référendum, par plus de 90 % des votants ; ils ont imposé le cessez-le-feu. À l'orée de l'été, l'Algérie a proclamé son indépendance, c'est l'entrée dans un monde nouveau.

Comment tourner la page, pourtant, quand les factieux de l'OAS continuent de semer la terreur avec leurs plasticages et leurs assassinats ? Au palais de justice de Paris, le tribunal militaire vient d'épargner la peine de mort à Philippe Castille, l'un des principaux organisateurs des attentats des ultras de l'Algérie française en janvier 1962, et à son adjoint Raphaël Barbera-Vilar, respectivement condamnés à vingt et cinq ans de réclusion criminelle. Un troisième prévenu, Azoulay, est toujours en cavale, son procès renvoyé sine die. À Troyes, on juge les terroristes qui ont tenté de tuer le général de Gaulle à Pont-sur-Seine, un an plus tôt. Les accusés sont défendus par l'avocat d'extrême droite Jean-Louis Tixier-Vignancour. Loin des prétoires, au dépôt des cheminots de Saint-Pierre-des-Corps, on a appréhendé deux éléments de l'OAS. Chaque jour, des lettres de menaces parviennent encore à la rédaction de *l'Humanité* ; le journal appelle à la vigilance, exige « la mise hors d'état de nuire des bandits fascistes ».

LA PLAIE À VIF DU MASSACRE DE CHARONNE

La Fête est justement placée sous le signe de l'antifascisme ; on y vilipende « le régime du pouvoir personnel » et la dérive autoritaire du pouvoir gaulliste, accusé de tolérer, voire d'encourager l'activité factieuse. On y fait son deuil, aussi : dans les allées de la Fête se dressent les portraits des neuf martyrs du 8 février 1962, tombés au métro Charonne sous les coups des brigades spéciales de police de Maurice Papon et Roger Frey. Daniel Féry avait 15 ans, il travaillait au roulage de *l'Humanité*, à la sortie de l'imprimerie. Suzanne Martorell et Édouard Lemarchand étaient eux aussi employés par le journal. Et puis tous les autres camarades : Jean-Pierre Bernard, Fanny Dewerpe, Anne-Claude Godeau, Hippolyte

Au lendemain de la libération de l'Algérie, la 26^e Fête de l'Humanité oscille entre la soif de vivre et le deuil des martyrs tombés dans la lutte pour la paix et l'indépendance.

Pina, Raymond Wintgens, Maurice Pochard. « Leur sacrifice n'a pas été vain, nous devons poursuivre leur lutte. »

C'est une Fête entre deux époques, qui valse sur un rythme à deux temps, entre la vie et la mort, entre le souffle et la commémoration. On y donne deux bals géants, l'un de twist, l'autre de tango ; Francesca Solleville et Jean Ferrat y font leur premier tour de chant. À l'affiche aussi, Catherine Sauvage et François Deguelt, qui n'a pas encore composé le slow de l'été 1965, *le Ciel, le Soleil et la Mer*. Les humoristes Raymond Devos et Roger Nicolas sont de la partie, tout comme le chanteur et acteur Philippe Clay, à qui Jean Renoir a confié en 1954 le rôle de Valentin le Désossé dans *French Cancan*. Le cinéma en plein air diffuse des films nuit et jour, avec la projection de « séquences inédites sur les voyages cosmiques ». Voilà un an, le cosmonaute soviétique Youri Gagarine est devenu le premier être humain à effectuer un vol dans l'espace ; bientôt, Neil Armstrong foulera le sol lunaire. Déjà gronde l'écho d'une autre guerre, froide, celle-là, alors que Cuba vit depuis une semaine sous la menace d'une offensive des États-Unis.

Le dessinateur Jacques Kambouchner – Kamb – a joliment tracé la mappemonde de la Cité internationale. « Une grande carte fraternelle », s'émerveille le poète et journaliste d'investigation Alain Guérin, dont bien des articles ont été censurés par l'État au cours de la guerre d'Algérie. Pour ce solide anticolonialiste, l'indépendance résonne comme « un chant de victoire ». « En arabe, la liberté se dit Al Houriya, et quel communiste, quel démocrate français ne connaît le prix de cette liberté pour laquelle le peuple algérien a lutté pendant sept terribles années avec le soutien du peuple de France ? » écrit-il en évoquant « la joie qu'éprouvent les frères de combat et d'espérance lorsque, malgré les murs du langage et de la distance, ils se retrouvent au coude-à-coude, au cœur à cœur ».

De l'autre côté de la Méditerranée, *Alger républicain*, interdit depuis 1955, reparaît enfin. Son directeur, Henri Alleg, et son rédacteur en chef, Boualem Khalfa, ont adressé avant la Fête leurs vœux de succès à *l'Humanité* pour remercier sa rédaction d'avoir dénoncé « les mensonges des

colonialistes » et de s'être placée « au côté du peuple algérien dans la lutte pour l'indépendance » : « L'Humanité apparaît aux Algériens comme l'ami sûr, éprouvé des mauvais jours. Les Algériens se souviennent des saisies répétées et des interdictions formulées contre lui par Massu, les fascistes et autres colonialistes, parce qu'il osait dénoncer les exactions coloniales et proclamer sa foi en une Algérie libérée du joug, écrivent-ils. Aujourd'hui, notre pays est indépendant. L'Humanité poursuit son combat pour en finir avec les assassins fascistes de l'OAS et pour établir de nouveaux rapports entre l'Algérie libérée et la France, basés sur l'égalité et débarrassés de toute emprise colonialiste ou néocolonialiste. Vive l'amitié de nos deux peuples dans leur commun combat. »

La Question, le bouleversant témoignage d'Henri Alleg sur la torture, publié et imprimé en Suisse par Nils Andersson et diffusé en France sous le manteau après son interdiction, est en vente libre à la Cité du livre, où il côtoie *Prisonniers de guerre*, du même auteur, et *le Camp*, d'Abdelhamid Benzine.

UN DEMI-MILLION DE VISITEURS

Les Jeunes filles de France collectent des cahiers d'écolier à destination des enfants algériens pour la première rentrée de l'indépendance ; les Jeunes communistes font signer des pétitions pour la libération de Jean-Pierre Lebrun, un jeune soldat emprisonné pour avoir dénoncé les chefs de l'OAS de son unité ; le Secours populaire appelle à la solidarité en faveur des antifascistes espagnols et portugais qui déperissent dans les geôles de Franco et Salazar.

À l'ombre de la grande roue, on compte 37 expositions, 32 librairies, 91 stands de jeu, 27 stands d'attractions diverses, 4 de disques, 9 de cotillons, 36 de dégustations régionales et 72 restaurants, sur 4 338 mètres de façade. Le temps est splendide. Un demi-million de visiteurs arpencent les 45 hectares du parc de La Courneuve. « Joie, confiance, fraternité et multitude ! » s'enthousiasme à la une *l'Humanité* dimanche le 16 septembre. La presse bourgeoisie, avec son mépris de classe, moque cette kermesse ouvrière. « Les travailleurs savent jouir comme personne des loisirs que le règne capitaliste leur mesure si chichement, rétorque la presse communiste. Et il faut voir cette gaïté, cette exubérance de la foule, sa gentillesse, (...) cette joie qui explose parce qu'on se sent ici chez soi. » La lutte, le goût des autres et celui du bonheur partagé. ■

ROSA MOUSSAOUI

Prochain épisode, le 17 juin :
la Fête de l'Humanité 1968



Limoges (Haute-Vienne), envoyée spéciale.

Assise dans son fauteuil près de la fenêtre de sa résidence seniors à Limoges, Camille Senon, songeuse, se souvient. « Le ciel était bleu quand j'ai vu s'élever un nuage de fumée noire au-dessus d'Oradour-sur-Glane. » Le buste incliné pour mieux entendre les questions, la dame de 100 ans a conservé toute sa vivacité d'esprit.

Ce 10 juin 1944, comme chaque samedi soir, la jeune travailleuse de 19 ans est à bord du tramway qui relie Limoges à Oradour. Alors qu'elle vient de s'installer, le conducteur annonce aux passagers : « Les Allemands sont à Oradour, la gare ne répond plus. » Une tension sourde s'installe dans le wagon. « Avant le terminus, en bordure de voie, un homme à vélo nous a hurlé : "N'y allez pas, ils tuent tout le monde !" Je n'ai jamais compris pourquoi le chauffeur n'a pas tenu compte de cet avertissement », s'interroge toujours Camille Senon. Après cette étape, le tramway s'engage dans le dernier tournant. « Là, nous découvrions une scène d'apocalypse. L'église est en flammes, les fenêtres explosent, la ville brûle. » Ses premières pensées sont pour les habitants : « Où vont-ils dormir ce soir ? » De son regard tendre, elle répond désormais : « Je ne pouvais pas me douter qu'ils n'auraient plus jamais besoin de lit. »

À quelques encablures de l'arrivée, les Allemands arrêtent le tramway. Dehors, dans un chaos d'explosions et de fumée, elle distingue des SS qui lancent des grenades incendiaires. Camille Senon et les autres voyageurs sont alors débarqués de force et poussés dans un champ voisin. « L'un d'eux nous a comptés pendant que

Camille Senon, mémoire vive du village martyr

La dernière rescapée d'Oradour-sur-Glane a fêté ses 100 ans. Quatre-vingt-un ans après le massacre de son village par la division SS Das Reich, elle conserve intacts les souvenirs de ce 10 juin 1944 et de ses années d'engagement à la CGT et au PCF.

les autres creusaient un trou. Je nous pensais condamnés. Mais après quelques heures, un SS crie : « Raus ! » Les voyageurs sont libres de partir. Hagards, ils se réfugient pour la nuit dans les hameaux voisins.

« IL N'Y AVAIT PLUS QUE DES GRAVATS »

Au petit matin, Camille Senon entre enfin dans son village. Les Allemands sont partis poursuivre leur route sanglante. « C'était affreux, il n'y avait plus que des gravats. Il n'y avait personne, à part quelques chiens et chats errants. La vie s'était brutalement arrêtée ». Alors un survivant vient à elle : « Va vite, ta mère va être contente de te voir. » Elle comprend alors que son père est mort. « Les choses que nous avons vues quand nous avons déblayé les ruines sont innommables. Nous retrouvions des corps plus ou moins brûlés, les uns sur les autres. »

La division SS Das Reich a massacré 642 hommes, femmes et enfants, dont 25 membres de la famille de Camille Senon, ce jour-là. « On est marqué à vie quand on a vu ces choses-là, mais il abien fallu vivre après cette épreuve. C'est mon engagement militant et politique qui a été comme une thérapie. Le massacre d'Oradour est vraiment la source demonengagement », assure Camille Senon.

La bibliothèque de Camille Senon dit beaucoup du monument d'histoire que la centenaire représente. Parcourir un de ses livres offre à coup sûr la possibilité d'y trouver son nom ou d'y rencontrer un événement dont elle a été témoin. Sur les rayonnages, en bonne place : *la Résistance dans les PTT*. Un ouvrage d'histoire important pour Camille Senon, qui a passé le concours des postes en 1945 et a terminé sa longue carrière aux chèques postaux

en 1985. Autre titre évocateur de souvenirs militants : *Féministe, la CGT ?* Elle a dirigé la section syndicale de Paris chèques et a exercé diverses responsabilités au niveau fédéral. En 1968, elle obtient avec ses sœurs de combat une diminution du temps de travail de près de quatre heures. « Les copains nous appelaient "les nanas" ou "les bonnes femmes". Alors pour moi, voir Sophie Binet à la tête de la CGT, ça représente le combat d'une vie pour l'égalité des droits », s'enthousiasme-t-elle. Un peu plus loin, un volume, encore, fait écho à un autre de ses engagements : *Un crime d'État. Métro Charonne*. Le 8 février 1962, alors qu'elle manifestait contre la guerre d'Algérie, deux de ses camarades ont été tués par la police française.

SOIF DE PAIX ET DE SOLIDARITÉ

Sur la table de l'appartement où elle est installée, Camille Senon a toujours l'Humanité à portée de main. À la une ce jour-là : « Extrême droite, la menace terroriste ». « C'est invraisemblable, je ne pensais pas vivre cela », assure la militante à qui le temps n'a rien fait perdre de ses convictions. En 2016, 72^e année de la commémoration du massacre, en plein passage en force de la loi travail, elle a refusé d'être élevée par Manuel Valls au grade de commandeur dans l'ordre national du Mérite. « Ce serait renier toute ma vie de militante pour plus de justice, de solidarité, de liberté, de fraternité, de paix », lui avait-elle répondu. Aujourd'hui, elle impute la montée du Rassemblement national « aux divisions entretenues et au mépris des salariés et de leurs luttes » mais elle continue de croire « en l'utilité du Parti communiste pour faire advenir une société meilleure ». ■

SCARLETT BAIN